



Sous la direction du Prof. Philip D. Jaffé

Enfants de familles homoparentales

Des enfants comme les autres, avec des droits différents

MÉMOIRE – Orientation recherche

Présenté à

l'Unité d'enseignement et de recherche en Droits de l'enfant

de l'Institut universitaire Kurt Bösch

pour obtenir le grade de Master of Arts interdisciplinaire en Droits de l'enfant

par

Gaëlle HIRSBRUNNER

de

Genève

Mémoire DE2011/MIDE09-10/08

SION

Janvier 2011

Résumé

Ce mémoire de recherche décrit, dans un premier temps, les différentes formes de familles homoparentales, ainsi que leurs législations en Suisse et au niveau international. La variété des situations juridiques dans le monde procure à l'enfant des niveaux de protection différents. Ce travail souhaite examiner et mieux comprendre les raisons de ces inégalités. Pour ce faire, il expose les divers points soulevés par les détracteurs, ainsi que par les personnes soutenant l'homoparentalité. Une revue de la littérature des travaux scientifiques effectués dans ce domaine est ensuite présentée, afin d'exposer les résultats obtenus sur les sujets les plus controversés de ce thème.

Dans la deuxième partie, ce mémoire donne la parole à des enfants de familles homoparentales. Puis, il compare les témoignages d'enfants d'homosexuels vivant en Suisse, où les lois ne leur permettent pas d'avoir juridiquement deux parents responsables de lui, et d'enfants de couples de même sexe vivant en Californie, où la législation admet ces formes de familles.

Ces enfants se développent de manière égale aux autres enfants d'après les études scientifiques et méritent la non-discrimination que revendique la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989.

Mots clefs :

Homoparentalité

Intérêt supérieur de l'enfant

Développement de l'enfant

Situations juridiques

Remerciements

Je tiens à adresser un grand merci à toutes les personnes qui m'ont aidée, conseillée et soutenue durant la réalisation de ce travail de mémoire.

Le professeur Philip D. Jaffé, mon directeur de mémoire, pour ses conseils et son aide précieuse.

Chatty Ecoffey qui a été disponible pour répondre à mes questions et m'aider à recruter les participants, ainsi que tous ceux qui ont bien voulu faire suivre ma demande.

Loona qui m'a accordé son temps et sa confiance, ainsi que ses mamans qui ont donné leur accord pour notre entretien.

Frédéric, Karine et Benjamin qui m'ont soutenue tout au long de ces mois parfois difficiles.

Ainsi qu'un merci tout particulier à Florence qui m'a épaulée par son soutien moral intensif et sa relecture pointilleuse.

Table des matières

Résumé	2
Remerciements	3
Table des matières	4
1. Introduction	6
2. Partie théorique	7
2.1. <i>Les transformations familiales</i>	7
2.2. <i>L'établissement de la filiation</i>	13
2.3. <i>Les différentes options de l'homoparentalité et la situation juridique en Suisse</i>	15
a) <i>L'adoption</i>	15
b) <i>L'insémination artificielle avec donneur inconnu [IAD]</i>	15
c) <i>La maternité pour autrui [MPA]</i>	16
d) <i>L'insémination artisanale</i>	17
e) <i>La coparentalité</i>	17
f) <i>La recomposition familiale</i>	17
2.4. <i>La situation juridique internationale</i>	20
a) <i>L'adoption</i>	20
b) <i>L'IAD</i>	21
c) <i>La MPA</i>	22
2.5. <i>Le développement de l'enfant en psychologie</i>	23
a) <i>Les études scientifiques</i>	26
b) <i>Les critiques des études scientifiques</i>	31
2.6. <i>L'enfant de gays et lesbiennes à travers les instruments législatifs européens</i>	32
3. Problématique de la recherche	36
4. Partie méthodologique	38
4.1. <i>Préparation des entretiens</i>	38
4.2. <i>Aspects et précautions éthiques</i>	39
4.3. <i>Choix des échantillons de comparaison</i>	40

5. Analyses de données	41
5.1. <i>Entretien en Suisse</i>	41
5.2. <i>Mise en parallèle des échantillons</i>	43
a) <i>Relations familiales</i>	44
b) <i>Famille agrandie</i>	46
c) <i>Pairs et école</i>	46
d) <i>Orientation sexuelle</i>	47
5.3. <i>Analyse du contenu en lien à la théorie</i>	48
5.4. <i>Retour sur les hypothèses</i>	50
6. Limites de la recherche	52
7. Conclusions	53
Références bibliographiques	56
Annexe 1 – Pétition « Mêmes chances pour toutes les familles »	60
Annexe 2 – Guide d’entretien	62
Annexe 3 – Formulaire de consentement libre et éclairé	64

1. Introduction

L'homoparentalité est un thème très délicat qui touche à des valeurs précieuses qui sont celles de la famille. Il fait souvent débat car lorsque des valeurs si importantes sont évoquées, chacun a un avis à donner.

Certains considèrent les relations homosexuelles comme contre nature, pour eux, la question de l'homoparentalité ne se pose même pas. D'autres pensent qu'un enfant élevé par des parents homosexuels ne se développe pas correctement, subit trop de moqueries, a un plus grand risque d'agressions sexuelles ou encore devient lui-même homosexuel. Ces questions et positions ont beaucoup influencé le choix de ce travail. L'angle de vue a cependant été modifié par la formation en droits de l'enfant qui incite à se questionner en plaçant l'enfant au centre de toute considération. C'est en suivant cet objectif que cette problématique est abordée dans ce travail de mémoire.

Dans la partie théorique, un bref historique des transformations familiales permet de contextualiser la situation. Le principe de la filiation est ensuite abordé pour bien comprendre comment celle-ci s'établit dans les familles traditionnelles. Par la suite, les différentes options disponibles aux couples homosexuels pour fonder une famille sont expliquées. Puis, un parallèle est fait entre la situation juridique de ces familles et le développement de leurs enfants étudié dans de nombreuses recherches. Dans ces études, les quatre points controversés, que sont le développement des enfants, les moqueries, leur orientation sexuelle et les violences, sont abordés. Avec ces éléments, la situation au niveau européen est présentée à travers la Convention relative aux droits de l'enfant (1989) et la Convention européenne en matière d'adoption des enfants (révisée) (2008).

La partie empirique est centrée sur le vécu de l'enfant. Elle consiste à interroger des personnes qui sont ou ont été ces enfants, élevés dans une famille homoparentale. Leur propre témoignage permet de se faire une meilleure idée de ce qu'ils vivent au quotidien. Leur donner la parole est également un moyen de pointer les intérêts et les difficultés de leur vie de famille. Il est intéressant de savoir si ces personnes, directement concernées, pensent que les lois doivent être modifiées, ainsi que de comprendre le poids que prend le regard de la société dans leur vie. Si la population a des a priori sur leur situation, il est intéressant d'entendre leur réalité.

Dans un second temps, une mise en parallèle de témoignages suisses et californiens donne la possibilité d'observer si des différences sont présentes entre la Suisse, où les lois sont défavorables à l'homoparentalité, et la Californie qui permet aux enfants d'avoir légalement deux parents de même sexe.

2. Partie théorique

2.1. Les transformations familiales

La notion de famille ne cesse d'évoluer au fil des ans et même des siècles. Selon Flandrin (Jaffé, 2009) avant le XVII^e siècle, le mot « famille » pouvait désigner un ensemble de parents qui ne résidaient pas les uns avec les autres ou encore un ensemble de co-résidents qui n'étaient pas nécessairement liés par le sang et le mariage.

Au XIX^e siècle, à la manière d'une tribu, la famille regroupait les parents, les enfants, ainsi que les ascendants et les collatéraux (Schäfer, 2009).

Elle est réduite aujourd'hui à la famille nucléaire qui comprend au maximum les parents et les enfants.

La position de l'enfant dans la famille a également énormément changé. Il y a un peu plus d'un siècle, l'enfant signifiait un apport en terme de travail. Il naissait dans une organisation familiale patriarcale, où l'homme avait le pouvoir total. La famille avait des finalités instrumentales, son union existait par son travail commun. C'est ce que Widmer (2009, p.6) appelle la « famille-institution ». Aujourd'hui l'enfant est au contraire un « générateur de coûts » (Jaffé, 2009, p.10). La famille est devenue « famille-compagnonnage ». Son organisation est démocratique et elle possède des finalités expressives (Widmer, 2009).

Dans la famille-institution, l'enfant avait moins de valeur affective, car la perte d'enfants en bas âge était très fréquente et ceux-ci étaient souvent élevés hors de la famille. Aujourd'hui, la famille est un lieu d'affection où l'enfant est considéré comme un être précieux.

Les plus grands changements ont cependant eu lieu ces soixante dernières années. Dans les années 50, les enfants naissaient dans le mariage. Les familles faisaient beaucoup d'enfants mais le taux de mortalité infantile était encore bien plus élevé qu'aujourd'hui.

Actuellement, 15 % des enfants naissent hors mariage en Suisse et jusqu'à 70 - 75 %

dans les pays scandinaves (Widmer, 2009). Avec l'accès aux moyens contraceptifs, les familles peuvent choisir le nombre d'enfants et le moment de les concevoir (Delaborde & Lavanchy, 2008). Quand ensuite l'entrée massive des femmes sur le marché du travail survient, le taux de divorce croît. Celui-ci augmente de 13 % en 1960 à 40,3 % en 2002 et cela marque le passage de la priorité familiale à l'autonomie individuelle (Widmer, 2009). Il « *implique en particulier un refus croissant de situations autrefois subies comme des fatalités* » (Théry, 1998, p.33).

Les structures familiales continuent d'évoluer et on voit de plus en plus régulièrement apparaître des familles monoparentales, recomposées et des familles homoparentales.

Les premières sont influencées par cette nouvelle indépendance que revendiquent les femmes. Les notions de sexualité, de procréation et de filiation se détachent peu à peu, de sorte que les femmes ne choisissent pas uniquement le moment de concevoir leur enfant mais peuvent également recourir à de nouvelles façons de l'engendrer avec la procréation médicalement assistée.

Les familles recomposées suivent très souvent un divorce, elles sont donc la conséquence de l'augmentation de la fréquence de celui-ci.

Les familles de parents de même sexe sont surtout apparues sur le devant de la scène au moment de la loi sur le partenariat enregistré. Le néologisme « homoparentalité » apparaît en effet deux ans avant l'acceptation du pacte civil de solidarité [Pacs] en France. Il est créé par l'Association des parents et futurs parents gays et lesbiens et désigne toutes les situations familiales comprenant au minimum un adulte homosexuel, parent d'au moins un enfant (Gross, 2003). Ce terme n'a pas pour but de distinguer les parents gays et lesbiens des autres parents, car les familles homoparentales ne se définissent pas plus par leur homosexualité que par leur parentalité. Cependant, comme l'explique François de Singly « *tant que les familles homoparentales ne sont ni désignées ni dénommées, elles ne peuvent prétendre à aucune existence* » (Gross, 2003, p.9).

Les différents **partenariats enregistrés** ont été instaurés en réaction à l'épidémie du sida et au fait que les décès ne laissaient aucun droit aux compagnons (Gross et al., 2005). Le fait d'accepter le partenariat met en évidence, dans certains pays comme la Suisse et la France, des craintes sur l'accès des gays et lesbiennes à la parentalité. La loi répond à ces inquiétudes en laissant de côté le droit à l'adoption ou à la procréation médicalement assistée dans un premier temps.

Les premiers pays européens à faire entrer en vigueur le partenariat sont le Danemark en 1989, la Norvège en 1993 et la Suède en 1995 (ces deux derniers pays intégrant directement le droit à l'adoption), et l'Islande en 1996. La France lance son pacte civil de solidarité en 1999. Celui-ci est valable pour tous les couples, homos et hétérosexuels.

En Suisse, la loi sur le partenariat n'est entrée en vigueur qu'en 2007 au niveau fédéral (en 2001 à Genève). Elle contient de nombreuses différences avec le mariage. Elle ne donne, en effet, pas le droit à l'adoption, ni à la procréation médicalement assistée. Il n'y a pas non plus de possibilité d'échange de nom et de droit de cité entre les partenaires. En cas de décès de l'un des partenaires, la rente de survivant versée par l'AVS, ne tient pas compte du sexe de celui-ci, elle est automatiquement équivalente à celle des veufs, et non à celle des veuves qui est plus généreuse (Delaborde & Lavanchy, 2008). Cornioley (2009, p.15) expose la contradiction d'une telle loi :

(...) la loi sur le partenariat enregistré, visant à mettre fin aux formes de discriminations, est promulguée tout en excluant la possibilité de l'adoption et de la procréation pour les couples de même sexe. Or, comment peut-on comprendre une loi qui cherche à faire disparaître des rapports discriminatoires tout en étant conçue de façon à exclure une certaine population d'un droit ?

Entre 1989 et 2009, seize pays européens ont élaboré un partenariat ou un équivalent qui permet aux couples de même sexe de s'unir (Banens, 2010). Le dernier pays européen à avoir accordé l'union homosexuelle est le Liechtenstein en date du 23 novembre 2010 (360°, 2010).

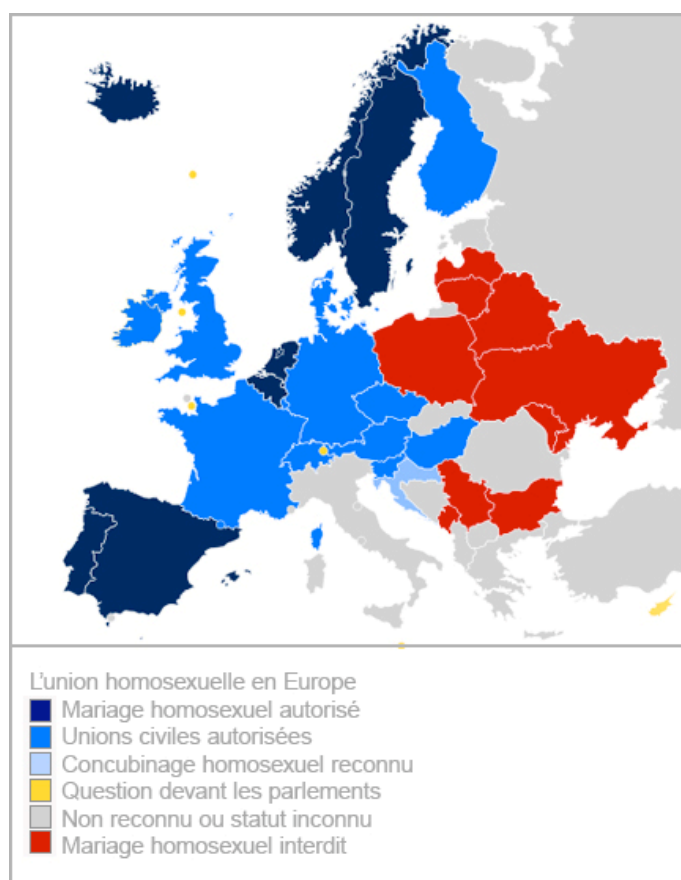


Figure 1 : L'union homosexuelle en Europe (Mariage homosexuel, Wikipedia, s.d.)

Aux Etats-Unis, la situation pour les couples homosexuels est très différente d'un état à l'autre. Des unions civiles sont notamment possibles dans les états du Vermont, du Connecticut, de la Californie, du Massachusetts, du New-Jersey et de Washington D.C.

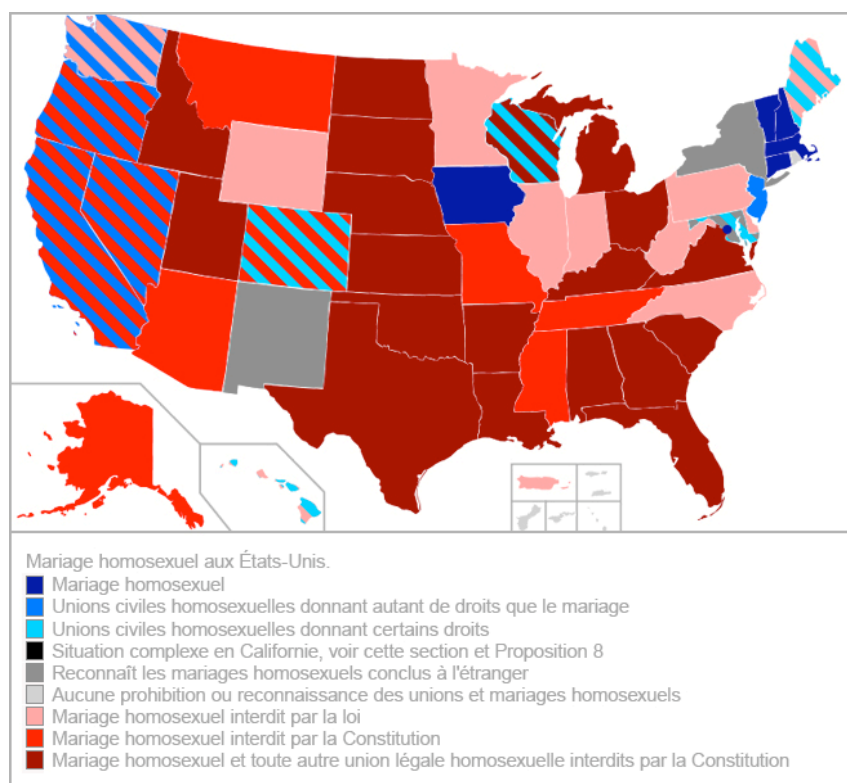


Figure 2 : L'union homosexuelle aux Etats-Unis (Mariage homosexuel, Wikipedia, s.d.)

Le mariage n'est pas ouvert aux couples homosexuels en Suisse. Il est par contre légalisé aux Pays-Bas depuis 2001, en Belgique depuis 2003, en Espagne depuis 2005, ainsi qu'en Norvège et en Suède depuis 2009 (Banens, 2010). Durant l'année 2010, il est également accepté au Portugal et en Islande (Mariage homosexuel, Wikipedia, s.d.).

Au-delà de l'Europe, le Canada, l'Afrique du sud, l'Argentine, ainsi que six états des Etats-Unis autorisent le mariage pour les couples de même sexe, le Massachusetts, le Connecticut, le Vermont, l'Iowa, le New Hampshire et la capitale fédérale Washington D.C. (Mariage homosexuel, Wikipedia, s.d.).

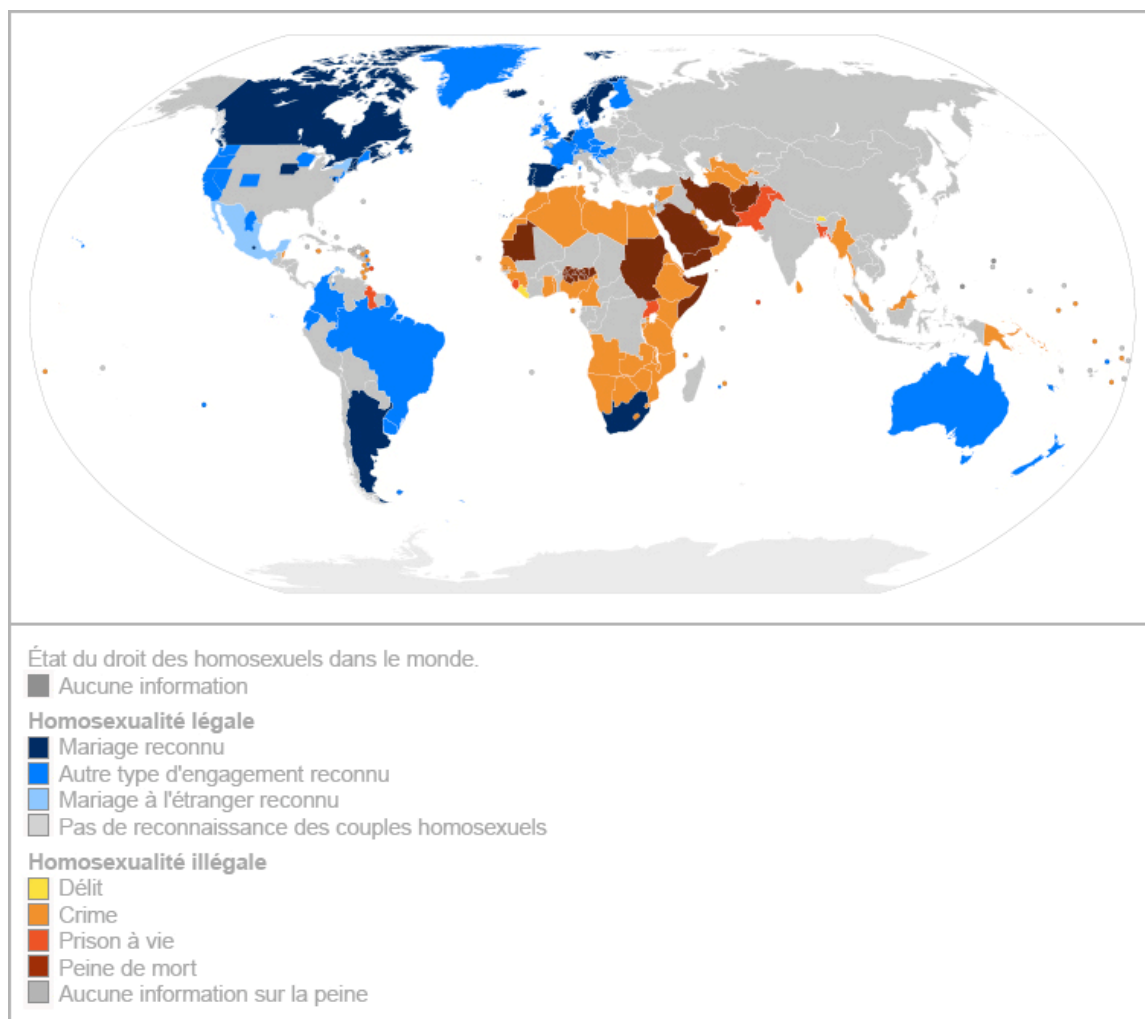


Figure 3 : Etat du droit des homosexuels dans le monde (Mariage homosexuel, Wikipedia, s.d.)

Il est très difficile d'obtenir des statistiques précises sur la population gaye. En effet, peu d'enquêtes de population ont inclus la question de l'orientation sexuelle et beaucoup d'homosexuels ont peur des conséquences sociales du coming-out (Stacey & Biblarz, 2001).

En France, des chiffres apparaissent grâce aux quelques sondages effectués. Depuis les rapports Kinsey de 1948 et de 1953, la proportion de personnes homosexuelles dans une population d'adulte donnée est évaluée entre 4 à 10 % (Gross, 2003). En 1997, un sondage indique que 7 % des gays et 11 % des lesbiennes sont parents et que 36 % des gays et 45 % des lesbiennes souhaitent devenir parents. Ceci équivaut à un intervalle

compris entre 88 000 et 440 000 mères lesbiennes et entre 56 000 et 280 000 pères gays en France. Cela évalue le nombre d'enfants élevés par un ou des parents gays et lesbiens à plusieurs dizaines de milliers, voire centaines de milliers (Gross, 2003). Ces chiffres datant de plus d'une dizaine d'années sont à revoir à la hausse selon l'Association des parents gays et lesbiens [APGL] (2006). Il s'agirait de 300 000 enfants selon les sondages. Les chiffres de l'institut national d'études démographiques [INED], obtenus par comparaison avec des pays voisins ayant effectué des recensements sur la question, donnent 15 000 à 20 000 couples homosexuels ayant des enfants vivant avec eux. Ces données prennent en compte deux choses différentes ; d'un côté l'APGL compte le nombre d'enfants élevés par des homosexuels, de l'autre l'INED comptabilise les couples vivant sous le même toit. Les familles de parents divorcés, le deuxième foyer de coparentalité et les homosexuels célibataires qui élèvent leur enfant ne figurent donc pas dans ces statistiques. Il se peut également qu'une famille contienne plus d'un enfant. Ces familles ne figurant pas encore dans les recensements, il est d'autant plus difficile d'obtenir des statistiques précises.

Les statistiques suisses sur les familles homoparentales restent introuvables. Elles sont considérées dans les sondages soit comme familles monoparentales, soit comme familles classiques séparées (la recomposition familiale avec un couple homosexuel n'étant pas prise en compte). L'illustré indique, dans un article en 2010, 20 000 enfants de parents homosexuels vivant en Suisse sans spécifier ses sources. Chatty Ecoffey explique que ce chiffre a été obtenu en projetant la proportion des familles évaluée en France sur la population suisse. Il reste donc très aléatoire. Malgré cela, elle confirme qu'il en existe en tout cas plus de 10 000 (communication personnelle, 11 janvier 2011).

Aux Etats-Unis, le terme de *gayby-boom* est apparu en réaction aux chiffres révélant, en 1992 par Patterson (Gross, 2003), 6 à 14 millions d'enfants de parents de même sexe. Plus récemment, les chiffres obtenus par Patterson et Freil (Stacey & Biblarz, 2001) varient de 1,6 million à 14 millions d'enfants, selon la définition de l'orientation sexuelle des parents utilisée. Ces statistiques comprennent des enfants devenus adultes. Stacey et Biblarz ont donc réduit ces chiffres à 1 à 9 millions d'enfants encore dépendants. Ceci correspond à un pourcentage de 1 à 12 % des enfants, ayant 19 ans et moins, qui vivent avec des parents gays ou lesbiens aux Etats-Unis.

2.2. L'établissement de la filiation

Comment s'établit le lien légal entre les parents et leur enfant ? La filiation est le lien de parenté unissant l'enfant à sa mère ou à son père. On distingue parenté et parentalité ; la parenté renvoie au « *fait de donner une femme comme mère et un homme comme père à un enfant* » (Delaborde & Lavanchy, 2008, p.19), la parentalité désigne les fonctions que remplissent les parents envers l'enfant.

En Suisse, la filiation s'établit, pour la mère, suite à la naissance et découle, pour le père, du mariage préalable avec la mère, d'une reconnaissance en paternité ou d'un jugement de paternité (Code civil suisse, 1907, art. 252). La reconnaissance est faite par le père lui-même, tandis que le jugement est demandé par la mère ou l'enfant.

La filiation peut également résulter de l'adoption. Elle peut être obtenue conjointement par des époux, mariés depuis cinq ans ou âgés de 35 ans révolus ou encore par une personne seule ayant 35 ans révolus (Code civil suisse, 1907, art. 264b). L'article 264a précise bien que l'adoption conjointe « (...) *n'est pas permise à d'autres personnes* » que les époux, excluant donc les couples de même sexe qui n'ont pas accès au mariage. Un homosexuel seul peut théoriquement adopter au même titre qu'un hétérosexuel, s'il a 35 ans révolus comme l'indique l'article 264b.

En pratique, les choses se passent souvent différemment. Nous pouvons observer, par exemple, au niveau européen des cas ayant été portés à la Cour européenne des droits de l'homme. Deux cas français peuvent être comparés.

En 2002, dans le cas Fretté contre France, la Cour donne raison par quatre voix contre trois à la France qui refuse de donner l'agrément nécessaire pour l'adoption d'un enfant à un célibataire n'ayant pas caché son homosexualité. Les deux raisons évoquées par la France sont « (...) *l'absence de référence maternelle constante et les difficultés pour le requérant d'évaluer au quotidien les conséquences d'une adoption (...)* » ainsi que ses « *choix de vie* ». Le gouvernement précise qu'aucune indication ne montre que la décision aurait été prise sur la seule base de son orientation sexuelle. Il ne définit cependant pas la notion de « *choix de vie* » qui n'est apparemment pas synonyme d'orientation sexuelle. La Cour explique sa décision par le fait que :

La communauté scientifique (...) est divisée sur les conséquences éventuelles de l'accueil d'un enfant par un ou des parents homosexuels, compte tenu

notamment du nombre restreint d'études scientifiques réalisées sur la question à ce jour. S'ajoute à cela les profondes divergences des opinions publiques nationales et internationales, sans compter le constat de l'insuffisance du nombre d'enfants adoptables par rapport aux demandes. (...) Si l'on tient compte de la grande marge d'appréciation à laisser ici aux Etats et de la nécessité de protéger les intérêts supérieurs des enfants pour atteindre l'équilibre voulu, le refus d'agrément n'a pas transgressé le principe de proportionnalité.

Selon la Cour, cette décision n'est donc pas discriminatoire au sens de l'article 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales mis en lien avec l'article 8 qui garantit le droit au respect de la vie privée et familiale.

Six ans plus tard, dans l'affaire E.B. contre France, la Cour a cette fois donné raison par dix voix contre sept à la plaignante, une femme lesbienne qui invoquait les mêmes articles que Fretté. Les raisons du refus, évoquées par le gouvernement français, sont cette fois l'absence d'un référent paternel et l'ambiguïté de l'investissement de la compagne de E.B. La Cour européenne relève que, dans la juridiction française, l'adoption par une personne célibataire est autorisée (ce qui était déjà le cas en 2002), mais prend en compte la compagne d'E.B., avec qui elle vit une relation stable et durable, comme un atout. Dans l'affaire Fretté contre France, la Cour n'avait cependant pas pris en compte la présence d'une amie de Fretté qui était prête à s'engager auprès de l'enfant en tant qu'image féminine.

Cette comparaison pose certaines questions quant aux décisions prises par la Cour européenne :

- Le sexe de la plaignante, du plaignant, a-t-il joué un rôle quant à l'image parentale projetée ?
- Les années écoulées entre les deux affaires ont-elles fait évoluer les positions des juges ?
- La sensibilité des juges était-elle différente quant à l'homosexualité d'un homme et d'une femme ?
- Le nombre des juges différents d'un cas à l'autre a-t-il joué un rôle ?
- La proportion d'hommes et de femmes inégales dans le premier cas (une femme et six hommes) et la proportion quasi égale dans le deuxième cas (sept femmes et dix hommes) a-t-elle eu une influence ?

2.3. Les différentes options de l'homoparentalité et la situation juridique en Suisse

Fonder une famille lorsqu'on est homosexuel n'est pas simple. Il ne suffit pas de rencontrer quelqu'un et de décider ensemble de faire un enfant. Le couple homosexuel étant stérile, il doit se résoudre à choisir parmi les possibilités qui s'offrent à lui. Il y a l'adoption, l'insémination artificielle avec donneur, l'insémination artisanale, la maternité pour autrui ou encore la coparentalité. Toutes ces options ont leurs avantages et leurs inconvénients :

a) L'adoption

Comme le dit Murat, cité par Cadoret (2002) « *l'adoption (...) est soumise à une finalité qui est en premier lieu d'offrir à un enfant sans famille un cadre familial jugé plus favorable à son développement.* »

En Suisse, il est juridiquement impossible pour un couple de même sexe d'adopter un enfant conjointement. L'adoption en tant que célibataire est théoriquement possible mais extrêmement difficile, les cas français l'illustrent bien. Souvent, il est plus simple de cacher son homosexualité pour obtenir les autorisations nécessaires à l'adoption. Cependant pour certains homosexuels, il est inacceptable de commencer un projet parental dans le mensonge. Ils doivent parfois déménager pour prouver qu'ils vivent seuls et cacher qui ils sont vraiment, ceci peut être rédhibitoire.

L'enfant est donc adopté par un seul parent de manière légale en Suisse, s'il a un second parent, il n'est pas reconnu par la loi.

b) L'insémination artificielle avec donneur inconnu [IAD]

L'IAD se fait à travers un don de sperme de donneur inconnu. Le donneur est choisi selon des critères comme son origine, son niveau de scolarité, son métier, ou encore selon la couleur de ses yeux, de ses cheveux, etc. Les avantages premiers pour les couples de lesbiennes sont, pour l'une d'entre elles d'avoir un lien biologique avec son enfant, et pour le couple de pouvoir élever leur enfant sans l'implication d'une tierce personne.

Les femmes qui choisissent cette possibilité doivent par contre aller dans un pays étranger car l'insémination artificielle n'est permise en Suisse que pour les couples hétérosexuels mariés, selon l'article 3 de la Loi fédérale sur la procréation médicalement assistée [LPMA] (1998). L'article 119 c) de la Constitution fédérale

(1999) précise que « *le recours aux méthodes de procréation médicalement assistée n'est autorisé que lorsque la stérilité ou le danger de transmission d'une grave maladie ne peuvent être écartés d'une autre manière, (...)* »

Cette option ne permet pas à l'enfant de connaître son père biologique dans l'absolu. Dans certains pays, comme la Suisse, l'enfant a le droit de se renseigner sur l'identité du donneur à partir de ses 18 ans (LPMA, 1998, art. 27). Cependant ceci n'est applicable que pour les couples hétérosexuels, puisqu'une mère lesbienne ne peut se faire inséminer en Suisse. Si celle-ci s'est déplacée en Belgique, par exemple, où l'anonymat du donneur est conservé, l'enfant n'aura pas accès à ces informations.

Selon plusieurs professionnels, comme la psychanalyste Geneviève Delaisi de Parseval, le fait de préserver l'anonymat des donneurs est négatif car « *un enfant a besoin de savoir de manière claire qui est son père et qui est sa mère* » indépendamment de qui l'élèvera (Kaim, 2006, p. 68).

c) La maternité pour autrui [MPA]

Les hommes, eux, peuvent recourir à une mère porteuse qui renonce à tous ses droits sur l'enfant à la naissance. Dans ce cas, comme pour l'IAD pour les femmes, un des pères a également un lien biologique avec son enfant.

Cette procédure est également interdite en Suisse. Celui qui applique une méthode de procréation médicalement assistée à une mère de substitution est passible d'emprisonnement ou d'une amende (LPMA, 1998, art. 31). Les hommes doivent alors se déplacer à l'étranger s'ils choisissent cette option.

L'enfant bénéficie des informations que les pères voudront bien lui donner, car ceux-ci connaissent bien la mère. Ils ont suivi la grossesse pendant neuf mois, ce qui amène souvent une relation particulière entre le couple et la mère gestatrice. Les hommes décident donc s'ils veulent garder le contact avec elle après la naissance ou non. A la naissance, le géniteur reconnaît l'enfant et devient juridiquement son père. L'enfant a donc un seul parent légal¹ comme dans les cas précédents.

¹ *Le parent dit « légal » est celui qui a un lien de filiation avec l'enfant, contrairement au parent dit « social ». Ce dernier n'est pas reconnu par la loi, il n'a donc aucune responsabilité envers l'enfant.*

d) *L'insémination artisanale*

L'insémination artisanale consiste à recourir à un donneur connu. Elle peut être utilisée dans le cadre de la coparentalité (expliquée dans le paragraphe suivant) ou le donneur offre son sperme à une femme ou à un couple de femmes sans s'engager réellement auprès de l'enfant. Les femmes qui choisissent cette option ont souvent pour motivation de donner la possibilité à l'enfant de connaître son père. Il est important que le degré d'implication de celui-ci soit fixé avant l'arrivée du bébé pour éviter les complications. En effet, le couple de femmes donne l'image paternelle à l'enfant en maintenant la présence du père biologique mais désirent souvent l'élever seules. Le père doit donc accepter d'être disponible lorsque l'enfant ou les mères le désirent, sans vouloir envahir leur sphère familiale.

Dans ce cas, l'enfant a la possibilité de connaître et souvent même d'entrer en contact avec son père biologique, ce qui lui permet d'obtenir les réponses aux interrogations concernant ses origines.

e) *La coparentalité*

La coparentalité est l'association d'un gay et d'une lesbienne qui décident de faire un enfant ensemble. Elle peut également comprendre les partenaires de ceux-ci. Cette option demande une énorme entente et organisation entre les parties. Les parents doivent s'entendre sur l'éducation de l'enfant, les valeurs à lui inculquer, ainsi que sur la répartition du temps qu'il va passer dans les différents foyers.

L'enfant a donc un père et une mère biologique, ce qui le rapproche de la configuration familiale hétérosexuelle. Ces enfants sont le plus souvent élevés dans deux foyers comme ce pourrait être le cas dans une famille recomposée. Cela peut être délicat dans la situation où les couples se séparent car plusieurs questions viendraient alors se poser : L'enfant aura-t-il quatre foyers ? Qui va décider de le garder ? Et si chacun rencontre un autre partenaire, l'enfant aura-t-il également quatre beaux-parents ?

f) *La recomposition familiale*

La dernière configuration possible est la recomposition familiale, c'est-à-dire le cas d'un homosexuel qui vit en couple hétérosexuel pendant une période de sa vie et fait un ou des enfants, puis rompt ce lien pour vivre son homosexualité. Dans cette

situation, l'enfant a un père et une mère. Il doit cependant faire face à deux faits nouveaux : la séparation de ses parents et l'annonce de l'homosexualité de l'un d'eux. Le maintien de la relation de l'enfant avec son parent homosexuel, ainsi que la qualité de celle-ci va beaucoup dépendre de la réaction du deuxième parent par rapport à l'annonce récente. En effet, Gross explique que l'enfant souffre souvent du regard que l'autre parent porte sur le parent homosexuel (Antier & Gross, 2007). Au contraire, un enfant qui naît dans un contexte homoparental voit sa situation familiale comme naturelle.

L'insémination artisanale, la coparentalité et la recomposition familiale ne sont pas juridiquement réglementées puisqu'aucune aide externe n'est nécessaire à la fécondation. Il n'y a donc aucune barrière législative dans ces configurations. Cependant, comme pour les autres configurations, le second parent n'a pas la possibilité de reconnaître l'enfant en Suisse. Pourtant, comme le dit Flavigny (2006, p.214) :

Si deux parents ont une relation affective qui les engage identiquement à l'égard de l'enfant, il serait cohérent pour l'enfant d'établir un équilibre de responsabilité parentale. Ce serait le rôle d'une autorité parentale partagée, qui ne considère pas forcément le sexe des parents.

Dans tous ces cas de figure, sauf la recomposition familiale et la coparentalité, où l'enfant a un père et une mère, l'enfant peut donc avoir deux parents de même sexe dans la pratique, mais au regard de la loi, une seule des deux mamans ou un seul des deux papas est légalement responsable de lui. Cela implique que s'il arrive quelque chose au parent légal, l'enfant n'est pas certain de pouvoir rester avec son parent social, surtout si les parents de la mère ou du père biologique se battent pour la garde de leur petit-enfant. Cette décision dépend du juge, qui doit trancher en tenant compte de plusieurs critères dont l'intérêt de l'enfant. La loi n'accorde pas non plus d'héritage venant du parent social à l'enfant et l'autorité parentale n'est détenue que par le parent légal, ce qui fait que les décisions importantes de la vie de l'enfant ne sont prises officiellement que par celui-ci. On peut imaginer que dans la vie de couple, le parent légal consulte le parent social mais, par exemple, en cas de séparation, il n'a aucune obligation. De plus, si le parent détenteur de l'autorité parentale décide de couper les liens, l'autre n'a aucun droit de continuer à voir son enfant, à moins d'obtenir un droit de visite.

Tableau 1

Répartition des configurations familiales au sein de l'Association des parents gays et lesbiens (France) (Gross et al., 2005, p.73)

	Hommes	Femmes
Adoption	10 %	15 %
Insémination artificielle avec donneur inconnu	-	40 %
Maternité pour autrui	5 %	-
Insémination artisanale	-	5 %
Coparentalité	85 %	40 %

Ce tableau montre les choix que font les couples homosexuels en France, au sein de l'Association des parents gays et lesbiens, pour la conception de leurs enfants. Les statistiques à ce sujet sont absentes en Suisse. Ces chiffres donnent donc une idée des choix opérés dans un pays qui offre les mêmes possibilités aux couples homosexuels que la Suisse.

Le choix de la coparentalité pour les hommes ressort de manière claire et appuie les propos de Gross et al. (2005, p.69) :

Une écrasante majorité de gays se tournent vers la coparentalité. L'adoption est un processus difficile, plus encore pour les hommes que pour les femmes ; ne parlons pas du recours à une mère porteuse. Cependant rares sont les hommes qui motivent le choix de la coparentalité par la négative, c'est-à-dire parce que les autres solutions leur sont inaccessibles. La motivation essentielle avancée par les hommes et les femmes qui choisissent la coparentalité réside dans leur conviction qu'il est de l'intérêt de l'enfant d'avoir père et mère présents au sein de la cellule familiale.

Pour les femmes, la situation est plus variée. La fréquence du choix de l'adoption est comparable à celle des hommes et celle de l'insémination artisanale à celle de la maternité pour autrui. Ces deux dernières variantes comprennent un tiers connu du couple, elles sont donc relativement comparables dans l'approche également, bien que les neuf mois de grossesse se déroulent de manière bien différente. Enfin, on voit bien que

l'option supplémentaire qu'ont les femmes, c'est-à-dire l'insémination artificielle avec donneur inconnu, est beaucoup utilisée par celles-ci. Cette option leur permet de concevoir un enfant qui aura un lien biologique avec une des mères et de ne pas « partager » l'enfant.

2.4. La situation juridique internationale

a) L'adoption

L'adoption par les deux membres du couple homosexuel conjointement est légalisée en 2001 aux Pays-Bas pour les couples ayant trois ans de vie commune. En 2002 le Royaume-Uni autorise les couples non mariés, ainsi que les couples homosexuels à adopter un enfant. La Suède (2002), puis l'Espagne (2005) et la Belgique (2006) ouvrent l'adoption aux couples de personnes de même sexe (Gross et al., 2005). La Norvège adopte également en 2008 une loi équivalente, puis le Danemark en 2009 (qui avait déjà autorisé l'adoption de l'enfant du concubin en 1999) (Adoption homoparentale, Wikipedia, s.d.).

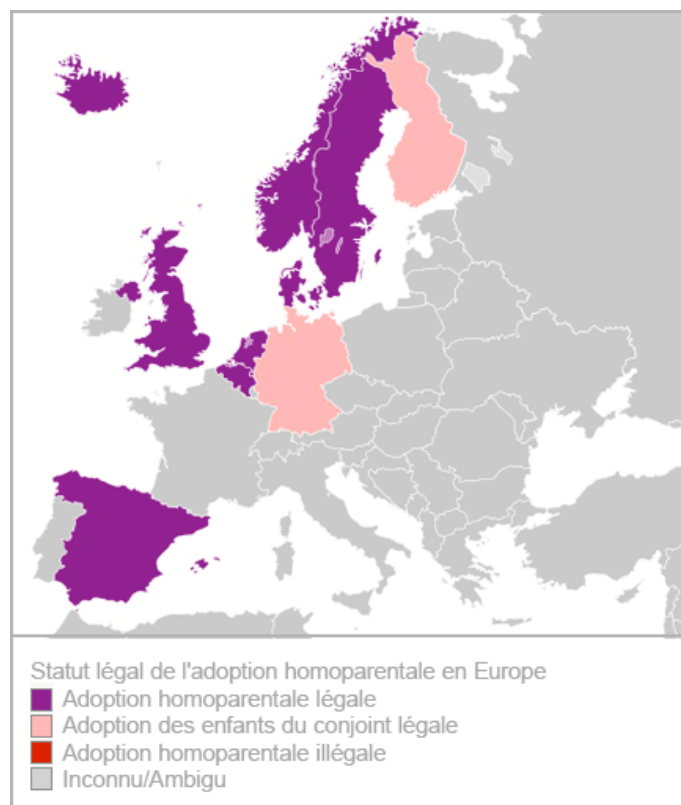


Figure 4 : Statut légal de l'adoption homoparentale en Europe (Adoption homoparentale, Wikipedia, s.d.)

Elle est également permise dans quelques états américains (Californie, New-York, Washington, New Jersey, etc.), quelques provinces du Canada (Ontario, Québec, Territoires du Nord-Ouest, etc.), ainsi qu'en Australie et en Uruguay.

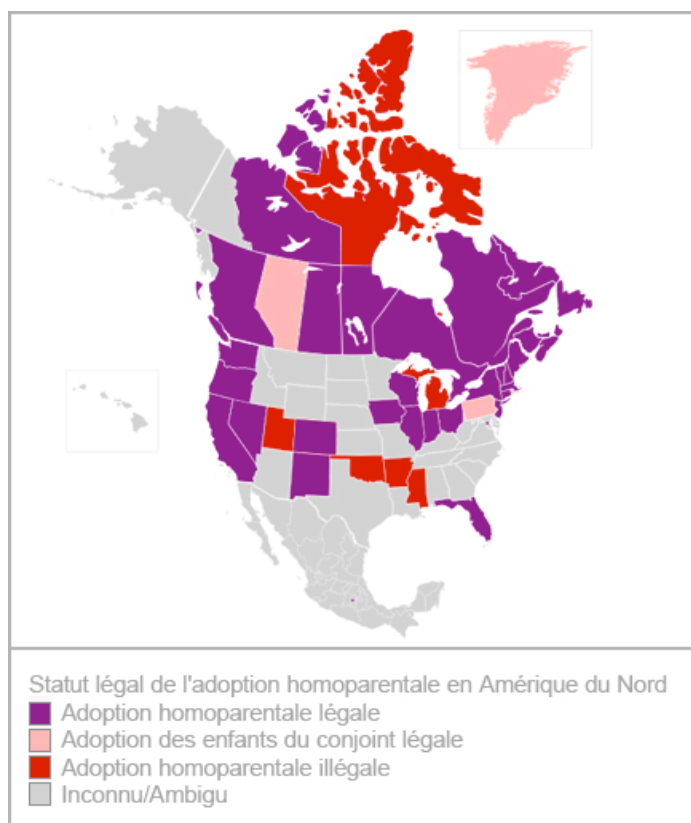


Figure 5 : Statut légal de l'adoption homoparentale en Amérique du nord (Adoption homoparentale, Wikipedia, s.d.)

b) L'IAD

L'accès à l'IAD est autorisé aux femmes célibataires et aux couples de lesbiennes en Belgique, aux Pays-Bas, en Angleterre, au Pays de Galles, en Espagne et au Portugal (Gross et al., 2005). En Belgique, par exemple :

(...) le critère déterminant pour une IAD n'est pas la sexualité des candidats, mais le projet parental en son entier. On considère qu'un deuxième parent est indispensable pour empêcher une relation fusionnelle entre la mère et l'enfant. Les couples, quelle que soit leur orientation sexuelle, sont donc favorisés aux dépens des célibataires. Bref, pour une fois, les homosexuels peuvent être avantagés par rapport à un hétérosexuel (Kaim, 2006, p.35).

Dans ce pays, l'anonymat du donneur est respecté. Ceci permet aux donneurs la sécurité de ne jamais devoir s'impliquer. Cependant, les enfants de ceux-ci risquent de développer des relations d'inceste sans le savoir puisque le donneur devient le père d'enfants de mères différentes. Ils peuvent ainsi rencontrer un demi-frère ou une demi-sœur et développer des relations amoureuses incestueuses sans s'en rendre compte. Cette situation amène l'Europe à réglementer petit à petit les pratiques :

Ainsi, le gommage d'une lignée biologique n'est déjà plus possible en Suède, en Allemagne, en Autriche et en Suisse, où la clause d'anonymat du donneur a été supprimée. En Grande-Bretagne également, une récente loi a supprimé l'anonymat des donneurs de sperme ou d'ovule : les enfants conçus à partir de gamètes « anonymes » pourront demander des informations sur l'identité des donneurs à partir de leurs dix-huit ans. Pour autant, ils ne pourront réclamer quoi que ce soit au donneur (Kaim, 2006, p. 75).

c) La MPA

La maternité pour autrui est possible au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Belgique, au Danemark, en Finlande, en Grèce, en Hongrie, en Roumanie, en Israël, au Canada, ainsi que dans certains états des Etats-Unis comme la Californie. « Généralement, la mère de substitution ne doit pas être rétribuée, ou doit agir dans un but altruiste » (Gross et al., 2005, p.41). Cependant, selon Gross (Antier & Gross, 2007), en France où la MPA est interdite, l'idée de la rémunération de celle-ci provoque de grandes réactions. Des termes extrêmes comme « *location d'utérus* » ou « *achat d'enfant* » sont utilisés. Pourtant, les témoignages des gestatrices montrent que l'aspect financier n'est jamais la seule motivation. Beaucoup d'entre elles expriment un bonheur dans le fait simple d'être enceintes et décrivent leur geste comme un don vis-à-vis de personnes incapables d'enfanter. Dans des pays comme les Etats-Unis, la Grèce et l'Angleterre, la rémunération consiste à payer les frais liés à la grossesse et non à acheter la mère. Elle est beaucoup mieux acceptée quand elle est envisagée comme ceci.

Comme expliqué précédemment, l'insémination artisanale, la coparentalité et la recomposition familiale ne sont pas juridiquement réglementées. La modalité d'adoption par le second parent permettant à celui-ci d'être responsable légalement de son enfant est possible au Danemark, en Allemagne, en Belgique, au Royaume-Uni, en Espagne, aux

Pays-Bas (Delaborde & Lavanchy, 2008), ainsi que dans plus de vingt états des Etats-Unis, dont ceux de New-York et de Californie et dans une demi-douzaine de provinces du Canada (Dubreuil, 1998 ; Kaim, 2006).

En France, c'est en 2001 que la première femme adopte les enfants de sa conjointe en exerçant alors seule l'autorité parentale. En 2004, le partage de l'autorité parentale est prononcé dans la même affaire (Antier & Gross, 2007). Puis en 2006, dans un autre cas, un parent a été autorisé à déléguer son autorité parentale à la personne vivant avec lui, grâce à la possibilité de déléguer l'autorité parentale à un proche digne de confiance, prévue fondamentalement pour les familles recomposées. Ce principe est inscrit dans les textes de loi français depuis mars 2002 (Flavigny, 2006 ; Kaim, 2006). Deux décisions ont également été prises en faveur de mères sociales lors de séparations, accordant le droit de visite à celles-ci (L'Express, 2010).

2.5. Le développement de l'enfant en psychologie

Le débat quant à la position de l'enfant dans les familles homoparentales est houleux chez les professionnels. Prenons en exemple, l'ouvrage de Antier et Gross (2007) qui montre la position de deux spécialistes de l'enfant et de la famille. La première exerce en tant que pédiatre, diplômée en psychopathologie, et la seconde, est ingénieure de recherche en sciences sociales, ainsi que psychologue clinicienne, thérapeute familiale. Les deux auteures se positionnent contre l'homophobie. Il est intéressant de voir que chacune a plus de 15 ans d'expérience aux côtés de familles homoparentales et que chacune arrive à des constats bien différents. Les convictions personnelles de l'une et l'autre ont certainement une influence sur la façon d'aborder le sujet. Gross défend l'homoparentalité et Antier dit se positionner du côté de l'enfant, c'est-à-dire que, selon elle, l'enfant d'homosexuel se construit dans une « *fiction dont l'Etat serait complice* » (p.22) en cas de légalisation. Celle-ci insiste sur le fait que deux personnes de même sexe ne peuvent pas avoir d'enfant (entendu de manière naturelle). Dans le même sens, Tony Anatrella, psychanalyste, pense que l'enfant peut avoir plus de difficultés à se construire psychologiquement et à mûrir affectivement (Marilleau & Vacher, s.d.). Selon lui, l'esprit de l'enfant pourrait être confus par rapport à sa filiation. Plusieurs psychanalystes pensent que « *la société est basée sur la différence des sexes, socle de la construction des*

identités » (Delaborde & Lavanchy, 2008, p.48). Flavigny (2006, p.181) explique pour sa part que l'enfant doit effectuer un détour. La relation affective de ses parents :

(...) les a tenus à l'écart de l'enfantement partagé l'un par l'autre, mais leurs désirs de l'avoir comme leur enfant s'est situé par-delà les enjeux affectifs qui ont creusé cet écart. Il lui faut comprendre leur sincérité dans le désir d'être ses parents, malgré l'obstacle intérieur qui les a empêchés d'être parents en relayant le modèle de leurs parents.

De plus, comme le fait remarquer Brossy (2006, p.41), « *la plupart des parents adoptifs hétérosexuels expliquent à leurs enfants qu'ils sont nés d'autres personnes ; les parents homosexuels font de même.* » Antier propose de donner le titre de marraine (ou parrain) à la mère (ou au père) non génitrice de l'enfant, pour clarifier la situation. Mais si deux femmes sont en couple et que l'enfant est élevé aussi bien par l'une que par l'autre, il peut aussi être difficile de comprendre pourquoi l'une a le statut de marraine et l'autre de mère.

Antier se positionne également contre l'argument souvent entendu qui dit que les enfants souffriraient trop des moqueries de leur camarade et que pour cela, les homosexuels ne devraient pas avoir d'enfants. En effet, « *l'idée que ces enfants ne devraient pas être mis dans cette situation parce qu'ils auront à souffrir du regard des autres n'est pas admissible. La tolérance et le respect doivent être enseignés, par une démocratie digne de ce nom, à l'égard de tous* » (2007, p. 80). Théo Cherbuliez, pédopsychiatre, complète ces commentaires en disant que « *(...) ces préjugés, ces railleries, seraient les mêmes que ceux des mariages racialement mixtes (...) il n'y a pas que les enfants de couples homosexuels qui subissent des railleries, c'est la vie* » (Ossom & Roulet, 2008). Dans les années 70, les enfants de divorcés subissaient le regard des autres sur leur situation familiale atypique. Aujourd'hui, les divorces ne sont plus rares et les enfants ne sont plus stigmatisés.

Gross ajoute que le fait de ne pas protéger les enfants d'homosexuels au niveau juridique ne les empêche pas de devenir parents mais renforce les inégalités dont sont victimes leurs enfants. « *Personne, homo ou hétéro, ne peut exiger un enfant comme un dû. Mais l'Etat doit en revanche garantir à chacun la liberté d'accéder aux techniques disponibles* » (2007, p.275). Elisabeth Roudinesco, psychanalyste, (Marilleau & Vacher, s.d.) renforce cette position en notifiant que l'homosexualité est une sexualité ordinaire et

qu'à partir de ce constat, il n'y a aucune raison de discriminer les parents gays et lesbiens. D'autant plus que ces enfants sont élevés avec autant d'amour et d'attention que les autres et ne sont pas plus perturbés.

Par ailleurs, ils en font naître sans avoir besoin de demander l'autorisation à l'Etat français. La question qui se pose est alors la suivante : peut-on laisser ces enfants dans une zone de « hors droit » ? Pourquoi ces enfants n'auraient-ils qu'un seul parent alors qu'ils en ont deux, comme beaucoup d'autres enfants ? Les familles homoparentales demandent simplement à ce que leurs enfants soient protégés, respectés, au même titre que n'importe quel autre enfant. Leurs parents doivent être des parents à vie. Les liens légaux entre parents et enfants doivent être irrévocables. Notamment, ils ne doivent pas être dépendants des aléas de la vie, ni du bon vouloir des adultes chargés de prendre des décisions concernant leurs enfants (Antier & Gross, 2007, p. 275).

Jean-Paul Cousse, psychologue/sexologue, cité par Ossom et Roulet (2008) explique que le fait de ne pas pouvoir procréer de manière naturelle, fait réfléchir davantage les couples homosexuels sur leur projet parental, ce qui leur amène une certaine maturité dans la manière de considérer la venue de l'enfant. Ils étudient la façon dont ils veulent s'y prendre mais font également très attention à ne pas contenir l'enfant dans un univers exclusivement féminin ou exclusivement masculin. Pour les enfants issus de coparentalité ou de recomposition familiale la question ne se pose pas puisqu'ils ont en effet un père et une mère. Pour les autres configurations, l'absence de l'autre sexe dans le cas des parents hommes, est toute relative car les femmes sont très présentes dans les métiers en rapport avec les enfants, comme dans les crèches par exemple. Malgré cela, les hommes sont très attentifs à prévoir une ou plusieurs femmes qui s'investiront auprès de l'enfant (Gross et al., 2005). Pour les enfants de couples de femmes, les contacts à l'autre sexe sont moins automatiques mais la mise en présence d'hommes comme leurs grands-pères, oncles, parrain, professeurs, et amis des parents ne semble pas difficile à établir. De plus, une étude citée par Golombok et al. (2003) indique que les comportements spécifiques au genre s'acquièrent grâce à l'interaction entre les facteurs sociaux et les processus cognitifs. Les parents ne sont pas le seul exemple que les enfants observent.

Gross (2009) rapporte que les parents d'homosexuels acceptent mieux la famille homoparentale (87 % des mères et 77 % des pères) que l'homosexualité de leur enfant au moment du coming-out (55 % des mères et 65 % des pères). Cela peut être expliqué par le fait que l'annonce de l'enfant arrive après le premier choc du coming-out. De plus, ce

dernier est quelquefois difficile à accepter car il est souvent interprété comme un deuil du petit-enfant. La naissance du bébé devient alors pour certains un soulagement. Cependant, il reste important d'accepter dans un premier temps l'homosexualité de son enfant et son compagnon, pour accepter ensuite la famille homoparentale. Gross a également observé que les grands-parents qui avaient encore de la difficulté à accepter l'homosexualité de leur enfant étaient ceux pour qui le projet parental était individuel. La stabilité familiale avec un conjoint amène des sentiments positifs.

D'après Gachet Negro (2010), dans les douze premiers mois de sa vie, l'enfant doit être attaché à une, deux ou trois figures parentales. Il est important pour lui d'être en contact régulier avec un nombre restreint de personnes. Elle ne définit pas les figures parentales comme étant le père et la mère, l'importance est la relation régulière avec les mêmes personnes. Ce sont les figures d'attachement dont parle Bowlby (Caspar, 2007). La nounou est par exemple une bonne figure parentale et non les nombreuses éducatrices de la crèche. Robert-Tissot (2009) insiste aussi sur l'importance de l'attachement et confirme que l'enfant s'attache à toute personne qui prend soin de lui et qui passe assez de temps avec lui. « *On comprend bien que toute personne stable et permanente peut fournir l'enveloppe sensorielle qui réponde aux besoins physiologiques du bébé* » (Antier & Gross, 2007, p.102).

Selon Gachet Negro, les trois constantes principales de la bientraitance sont la sécurité, la participation et la communication. Brossy (2006) et Dubreuil (1998), ajoutent que la présence d'un père et d'une mère autour d'un enfant ne constitue en aucun cas une garantie au bonheur ou au bon développement psychologique.

a) Les études scientifiques

Selon l'Association des parents gays et lesbiens (2007), les études montrent qu'il n'y a pas de différences significatives sur le plan psychosocial entre l'enfant de parents gays ou lesbiens et l'enfant de parents hétérosexuels quelles que soient les modalités de l'arrivée d'un enfant dans un foyer homoparental et la configuration de celui-ci.

Les études empiriques sur le sujet ont commencé dans les années 70 et pour la plupart en Amérique du nord. Elles étudiaient les risques pour des enfants élevés par des parents homosexuels d'être homosexuels eux-mêmes ou de souffrir de troubles de l'identité sexuelle. Elles essayaient ensuite de savoir si ces enfants avaient des

difficultés relationnelles, s'ils étaient davantage victimes de moqueries et s'ils étaient plus souvent victimes de violence et d'abus sexuels (Antier & Gross, 2007).

Au sujet du **développement des enfants**, l'American Academy of Pediatrics publie en 2002 (Perrin & the Committee on Psychosocial Aspects of Child and Family Health) un rapport reprenant les études effectuées durant les vingt dernières années sur les attitudes et comportements des parents homosexuels, ainsi que sur le développement psychosexuel, social et émotionnel des enfants. Ces résultats empiriques comprennent des résultats sur l'implication des parents, ainsi que sur le développement des enfants.

Ils montrent que les pères gays s'investissent dans leur rôle de la même manière que les pères hétérosexuels en ce qui concerne les jeux ou l'encouragement à l'autonomie, mais accordent plus d'importance aux conseils et au développement d'habiletés cognitives et sont plus impliqués dans les activités de leur enfant. Malgré cela, on trouve plus de similitudes que de différences dans les styles éducatifs et les attitudes des pères gays et hétéros.

Les résultats concernant les mères lesbiennes sont comparables aux mères hétéros, aucune différence significative n'a été trouvée. L'adaptation des enfants élevés par deux mères semble être reliée à la satisfaction de celles-ci par rapport à leur relation, ainsi qu'à la division des responsabilités envers l'enfant et non à la structure familiale. Les mères sociales ont par contre été comparées au père dans la qualité de l'interaction avec l'enfant. Les chiffres montrent une meilleure relation entre la mère sociale et l'enfant qu'entre le père et l'enfant, qu'il soit le père biologique ou que la mère ait eu recours à une insémination (Brewaeys, Ponjaert, Van Hall & Golombok, 1997 ; Vanfraussen, Ponjaert-Kristoffersen & Brewaeys, 2003).

Ces enfants ont été décrits, par leurs parents et enseignants, comme plus tolérants par rapport à la diversité et plus enclin à prendre soin des plus jeunes que les enfants de famille hétéroparentale.

Patterson (2009) cite également plusieurs études faites sur le développement personnel des enfants incluant des évaluations psychiatriques, l'adaptation scolaire, l'intelligence, la victimisation, les problèmes de comportements, ou encore l'usage

de substances. Ces recherches ne révèlent aucune différence entre les descendants de parents hétérosexuels et ceux de parents homosexuels.

Plus récemment, le même journal officiel de l'American Academy of Pediatrics (Gartrell & Bos, 2010) rapporte dans son étude longitudinale d'adolescents âgés de 17 ans (filles et fils de mères lesbiennes), que ceux-ci ont significativement de meilleures compétences sociales et scolaires, ainsi qu'un nombre inférieur de problèmes sociaux, d'agressivité et de transgressions des règles que les autres adolescents américains de leur âge. Stacey et Biblarz (2001) trouvent, en comparant vingt et une études, des comportements moins stéréotypés (préférences pour les jeux ou agressivité pour les garçons et choix d'activités et de futur métier pour les filles) chez les enfants de familles homosexuelles que chez les enfants de parents hétérosexuels.

Au sujet des **moqueries**, Tasker et Bigner (2007) citent plusieurs études montrant que les enfants de mères lesbiennes ressentent une certaine peur de perdre leurs amis, d'être jugé ou d'entendre des remarques homophobes.

Malgré cela, les études (Tasker & Bigner, 2007 ; Patterson, 2009) concluent que les jeunes adultes élevés par deux mères ne rapportent pas avoir été plus souvent victimes de moqueries durant leur enfance et adolescence que les jeunes adultes élevés par une mère célibataire. Vanfraussen indique dans une étude que « *le nombre d'enfants de familles hétérosexuelles qui font l'expérience de taquineries est similaire aux résultats pour le groupe d'enfants issus d'insémination artificielle avec donneur* » (Antier & Gross, 2007, p.79). Les jeunes adultes qui sont négatifs à propos de leur expérience d'enfant de famille homosexuelle viennent majoritairement de milieux défavorisés, hostiles à l'homosexualité (Tasker & Bigner, 2007). Le contexte social entourant la famille homoparentale est donc un facteur important pour le bien être de l'enfant. Les enfants de mères homosexuelles ont rapporté plus d'exemples que le groupe de comparaison uniquement dans une autre étude de Tasker et Golombok (Tasker & Bigner, 2007) où la question était orientée spécifiquement sur les moqueries en rapport avec leur propre orientation sexuelle.

En ce qui concerne leur future **orientation sexuelle**, l'état des lieux des résultats de nombreux travaux scientifiques, effectué par Golombok et Tasker en 1996 (Leroy-

Forgeot, 1999) ou leur propre étude longitudinale (Golombok & Tasker, 1996), montrent qu'aucun résultat empirique n'a permis d'établir un lien entre l'attitude des parents et l'orientation sexuelle des enfants. Le recueil de résultats contient des études effectuées selon différentes approches comme les théories de l'apprentissage social, du développement cognitif ou encore de la psychanalyse. A l'âge adulte, la même proportion d'hétérosexuels est donc retrouvée chez les enfants élevés par des gays ou lesbiennes que dans l'ensemble de la population. 24 % de l'échantillon rapporte cependant avoir déjà eu une expérience homosexuelle, tandis qu'aucune personne de l'échantillon comparatif (enfants d'hétérosexuels) ne déclare avoir eu ce genre d'expérience. Selon Delaisi de Parseval (Temps présent, 2006) ces enfants sont beaucoup plus ouverts à leur sexualité et la plupart d'entre eux, qui sont hétéros, seront de vrais hétéros et non des homos refoulés comme certains patients qu'elle a pu rencontrer.

Les résultats du rapport de 2002 (Perrin & the Committee on Psychosocial Aspects of Child and Family Health) à ce propos sont identiques à cet état des lieux.

Les études qui montrent des résultats inverses sont rares mais existent, ainsi Cameron (2006) trouve en comparant les interviews de trois livres, que vingt-trois adultes, ayant été élevés par au moins un homosexuel, sur septante-sept se définissent comme homosexuels. Dans le même échantillon, vingt-cinq adultes se disent hétérosexuels. Il en déduit que les enfants d'homosexuels sont plus enclin à devenir homosexuels eux-mêmes.

Cameron fut critiqué par plusieurs auteurs ensuite pour avoir omis trois autres livres concernant le même sujet. Schumm (2010) évalue alors dix études comprenant les trois livres déjà pris en compte par Cameron, les trois recommandés et encore quatre autres livres. Celles-ci confirment l'hypothèse de Cameron mais Schumm apporte une hypothèse supplémentaire sur la raison d'une telle différence. Une étude ethnographique effectuée auprès de plus de quarante cultures différentes démontre un fort lien entre l'acceptation de l'homosexualité au sein des cultures et la fréquence de celle-ci. Selon Schumm, il apparaît alors raisonnable de conclure que des facteurs sociologiques, comme l'acceptation de l'homosexualité, peuvent être associés à l'expression de cette forme de sexualité au sein de la société de même qu'au sein de la famille. Les chiffres obtenus par Flaks (Schumm, 2010), montrent que, malgré la préférence de certains homosexuels que leurs enfants soient hétérosexuels, bien plus

de parents homosexuels n'expriment aucune préférence quant à l'orientation sexuelle de leurs enfants que de parents hétérosexuels.

Concernant les **violences** dont pourraient être victimes ces enfants, Cameron et Cameron (1998) rapportent que dans 78 % des cas de disputes conjugales impliquant des parents homosexuels, ceux-ci font du mal à leurs enfants contre 5 % des hétérosexuels !

Cependant Paul Cameron connu pour ses positions anti-gays a été accusé par l'American Sociological Association, la Canadian Psychological Association, ainsi que l'American Psychological Association de déformations et mensonges dans ses recherches (Herek, 1997-2009). Stacey et Biblarz (2001) qui critiquent d'un point de vue sociologique certaines études exagérant les similitudes entre les familles homoparentales et traditionnelles, mettent en garde aussi contre les positions extrêmes des Cameron qui voient l'homosexualité comme un péché ou une maladie mentale. De plus, la signification concrète du terme « harm / faire du mal » dans cette recherche n'est pas explicitée et, selon Stacey et Biblarz, les anti-gays ont tendance à interpréter tout élément disant que les enfants pourraient s'engager dans des relations homosexuelles comme une preuve de blessure.

D'autres études au sujet de la violence à l'égard des enfants arrivent à de toutes autres conclusions. En effet Gold, Perrin, Futterman et Friedman (1994) rapportent que les enfants de parents gays ou lesbiens sont moins à risques de devenir victimes d'abus parentaux, qu'ils soient physiques ou sexuels.

Selon Stacey et Biblarz (2001), il est important de garder en tête que d'autres facteurs, découlant du statut marginal des parents, peuvent entrer en considération et influencer les résultats. Le fait d'avoir une famille différente peut en effet amener ces enfants à être plus sensibles, plus empathiques et plus tolérants à la diversité sociale. Les parents homosexuels sont, par exemple, souvent plus âgés, plus urbains et plus éduqués que les parents de sexes différents. Ce sont également des facteurs qui peuvent jouer un rôle dans les résultats des recherches. Ces résultats doivent de plus être pris avec précaution car les auteurs, qu'ils soient pour ou contre l'homoparentalité, ont souvent un avis tranché sur la question et peuvent de ce fait exagérer les résultats. Stacey et Biblarz insistent également sur le fait que des différences sont présentes entre les deux types de familles, mais soutiennent la

conclusion que les recherches ne donnent aucun fondement pour accorder des droits et des responsabilités en fonction de l'orientation sexuelle. Dubreuil (1998, p.292) rejoint ces auteurs en spécifiant que :

Ces études ne prétendent pas démontrer "scientifiquement" que tous les enfants de parents gays ou lesbiens se portent à merveille – ce serait pour le moins audacieux – mais que, à ce jour, les expérimentations ne fournissent aucun élément susceptible de justifier les préjugés négatifs dont font parfois l'objet les familles homoparentales.

b) Les critiques des études scientifiques

Selon Golombok (Tasker & Bigner, 2007), les critiques faites après les premières recherches des années 70 étaient qu'elles n'étudiaient que les enfants en âge scolaire. Certaines suspicions concernaient les effets à plus long terme, comme des problèmes émotionnels ou encore des difficultés dans leurs relations amoureuses. Il était également explicité que ces enfants s'identifieraient comme homosexuels à l'âge adulte. En réponse à ces critiques, une étude anglaise interrogea les mêmes personnes quatorze ans après leur première rencontre. Lors de cette dernière, la moyenne d'âge était de 23 ans. Les résultats montrèrent que les jeunes adultes ne différaient pas de ceux élevés dans des familles traditionnelles.

Une autre critique faite à ces premières études était que la plupart des enfants avaient d'abord grandi en milieu hétéroparental et que cette expérience avait influencé leur développement. Les études concernant les enfants conçus par insémination sont plus récentes. Elles proviennent des Etats-Unis, de Belgique, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. La seule différence trouvée est que la mère sociale s'implique plus auprès de l'enfant que le père dans la famille hétéroparentale.

La dernière critique consiste à reprocher le fait que les études contenaient seulement des volontaires et que ceux qui vivaient des difficultés ne se proposaient probablement pas spontanément. Des recherches ont récemment été effectuées sur la population générale d'enfants de mères lesbiennes. Une d'entre elles, aux Etats-Unis, fut réalisée en collaboration avec The National Longitudinal Study of Youth basé sur un échantillon national d'adolescents. Aucune différence significative n'a été trouvée quant au développement psychologique et scolaire, aux relations familiales et romantiques, ou encore au comportement sexuel. Une autre étude a été menée auprès

de mères lesbiennes et de mères célibataires dans laquelle les femmes ont été recrutées à l'aide de la banque de sperme de Californie. Une autre encore se concentra sur un échantillon de la population générale d'enfants âgés de 7 ans venant de l'Avon Longitudinal Study of Parents and Children, une étude anglaise sur la relation des mères et de leurs enfants qui inscrivait toutes les femmes attendant un bébé entre le 1^{er} avril 1991 et le 31 décembre 1992 à Avon en Angleterre. Aucune différence significative n'a été relevée dans ces recherches en défaveur des mères homosexuelles (Tasker & Bigner, 2007 ; Golombok et al., 2003).

Il est cependant toujours possible que les parents homosexuels se présentent eux et leurs enfants de manière plus positive que les parents hétérosexuels, à cause de la pression que la société fait peser sur eux. Pour cela, les études prévoient des méthodes pour minimiser ce problème, comme le fait d'interviewer des personnes neutres, les enseignants par exemple, en ne les informant pas du but exact de l'entretien, ou encore en faisant évaluer les enfants par des professionnels, psychologues ou psychiatres.

A la suite de toutes ces recherches, l'American Psychological Association a reconnu, en 2004, que les résultats suggèrent que l'adaptation, le développement et le bien-être psychologique des enfants n'est pas relié à l'orientation sexuelle des parents et que les enfants de parents gays et lesbiens ont les mêmes chances de s'épanouir que les enfants de parents hétérosexuels (Patterson, 2009). D'autres associations se sont également positionnées favorablement à l'adoption, à l'adoption par le partenaire et se sont opposées à la discrimination basée sur l'orientation sexuelle, telles que l'American Academy of Pediatrics, l'American Medical Association, l'American Bar Association, ainsi que la National Association of Social Workers (Patterson, 2009 ; Gross et al., 2005).

2.6. L'enfant de gays et lesbiennes à travers les instruments législatifs européens

Selon Delassus (2000), le bébé fut longtemps considéré comme un être végétatif avant qu'on entende Winnicott, ou plus tard Dolto, le proclamer en tant que personne.

Il passe d'un être devant être protégé, dans la Déclaration des droits de l'enfant de 1959, à un sujet de droit, dans la Convention internationale des droits de l'enfant [CDE] de 1989. Il n'est alors plus seulement un être en devenir mais un être présent.

La Convention de 1989 insiste sur la participation de l'enfant en plus de sa protection. Elle donne donc des droits égaux à ceux des adultes, comme le droit de s'exprimer, d'être entendu, ainsi que des droits spéciaux comme le droit à l'éducation, aux loisirs, etc. Cet instrument doit être pris en compte à travers ses quatre principes généraux qui sont la non-discrimination (art. 2), l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3), le droit à la vie, à la survie et au développement (art. 6), ainsi que le droit d'être entendu (art. 12). Ces quatre articles sont transversaux, c'est-à-dire qu'ils doivent être respectés dans tous les autres domaines, tous les autres droits présents dans la convention (Hanson, 2009). Les cent nonante-trois pays ayant ratifiés la convention doivent apporter le respect de ces quatre droits en priorité dans leur pays respectif.

Ces principes doivent donc s'appliquer dans tous les domaines possibles. L'analyse de la situation des enfants de famille homoparentale amène ces constats :

Le principe de **non-discrimination** n'est pas appliqué pour ces enfants, dans plusieurs pays dont la Suisse, car faisant partie d'un contexte familial minoritaire, la loi ne prévoit pas de protection lors de la perte du parent légal. Le second parent n'étant pas reconnu par la loi, l'enfant ne peut pas avoir la certitude qu'il restera à ses côtés comme le peut l'enfant de couple hétérosexuel, ayant des liens biologiques avec ses deux parents. Il n'obtient pas non plus les mêmes droits si c'est le parent social qui disparaît, comme nous l'avons vu au chapitre 2.3. Ceci est valable pour tous les seconds parents dans toutes les configurations familiales homoparentales.

L'**intérêt supérieur** de l'enfant doit être une considération primordiale dans toutes les décisions qui concernent un enfant. C'est une notion subjective, et pour cela difficile à déterminer. L'intérêt de l'enfant en matière de famille est-il d'avoir deux parents, un père et une mère, quelqu'un qui l'aime ? Les avis divergeant exposés dans le paragraphe précédent montrent la complexité de parler de l'intérêt supérieur de l'enfant en terme de structure familiale.

Le facteur unanime quant à l'intérêt de l'enfant reste le fait d'éviter les secrets. Il est important d'informer l'enfant sur l'homosexualité de son ou de ses parents. Selon la pédopsychiatre Maryvonne Guillen :

Il est nécessaire d'expliquer clairement la situation aux enfants avant que ne se

produise l'inévitable confrontation sociale, à l'école et ailleurs, et il faut leur donner les arguments pour répondre à cela. Sinon, ils vont le vivre comme une honte, comme quelque chose d'extrêmement douloureux et ils n'auront pas les mots pour répondre (Leroy-Forgeot, 1999, p.29).

Le **droit à la vie, à la survie et au développement** est lié à l'obligation d'assurer, dans toute la mesure du possible, la survie et le développement de l'enfant. Les études montrent que la survie et le développement de l'enfant de parents homosexuels ne sont pas en danger.

Enfin, le **droit d'être entendu**, souvent utilisé lors des divorces, peut être appliqué lors de la séparation des parents, qu'ils soient hétérosexuels ou homosexuels.

Ce droit s'étend cependant à toute question intéressant l'enfant. Il est bien sûr impossible de demander à un enfant s'il est d'accord d'avoir des parents homosexuels (à part pour l'adoption, si l'enfant a atteint un certain âge), mais il est important de savoir si les personnes au centre de la problématique recommandent aux législateurs d'avancer dans le sens de l'ouverture à de nouvelles familles, ou si elles jugent avoir trop souffert de leur situation. Interviewer des personnes dans cette configuration familiale leur donne la possibilité d'être entendu, même après coup.

La Convention relative aux droits de l'enfant (1989) n'évoque pas spécifiquement la condition des familles non traditionnelles, qu'elles soient recomposées, monoparentales ou homoparentales. Bien qu'elle n'encourage aucune discrimination, les enfants sont parfois exclus de la législation nationale car les Etats créent leur propre législation sans recommandations à ce sujet. Certains enfants sont ainsi tout de même victimes d'une discrimination qui n'est aucunement dans leur intérêt. L'article 9 demande aux Etats de veiller à ce que l'enfant « (...) *ne soit pas séparé de ses parents contre leur gré* (...) », une loi légalisant les deux parents de même sexe permettrait aux Etats de garantir ce droit, à l'enfant de parents gays ou lesbiens. L'article 18 alinéa 1 ajoute :

Les Etats parties s'emploient de leur mieux à assurer la reconnaissance du principe selon lequel les deux parents ont une responsabilité commune pour ce qui est d'élever l'enfant et d'assurer son développement. La responsabilité d'élever l'enfant et d'assurer son développement incombe au premier chef aux parents ou, le cas échéant, à ses représentants légaux. Ceux-ci doivent être guidés avant tout par l'intérêt supérieur de l'enfant.

L'Association des parents gays et lesbiens (2007, p.10) note que :

L'intérêt de l'enfant ne se trouve limité que par les lois – et les représentations sociales inhérentes – qui restreignent la protection des liens tissés avec ses parents, tous ses parents (biologique, social, juridique) et ne le protègent pas suffisamment contre les aléas de la vie.

Les législateurs ne semblent cependant pas juger bon d'entendre les enfants pour évaluer la nécessité de modifier les lois. Le Conseil fédéral a, de plus, rejeté deux motions présentées en septembre 2010, malgré le succès important de la pétition « Mêmes chances pour toutes les familles² », déposée à la Chancellerie fédérale le 15 juin 2010, qui a récolté 19 380 signatures. Cette pétition, lancée par Adrian Mangold, un jeune hétérosexuel avec l'aide d'associations comme PinkCross et Lesbenorganisation Schweiz [LOS], demande l'égalité des droits pour les familles de couples de même sexe au sujet de la parentalité et l'égalité juridique pour les enfants. Elle demande également « *une modification du droit d'adoption, qui prenne en considération l'intérêt et le bien-être de l'enfant et non pas l'état civil et l'orientation sexuelle des personnes et des couples désireux d'adopter* » (Heterhomo, s.d.). La première motion rejetée concernait la suppression de l'article 28 de la loi sur le partenariat enregistré qui permettrait aux couples gays et lesbiens "partenariés" d'adopter et la seconde demandait l'autorisation au conjoint d'adopter l'enfant de son partenaire de même sexe (360°, 2010).

La révision de la Convention européenne en matière d'adoption des enfants de 2008 prouve pourtant que la considération de ces familles non traditionnelles s'est faite au niveau européen. Elle indique que la Convention européenne en matière d'adoption de 1967 n'était plus compatible avec la jurisprudence actuelle de la Cour européenne des droits de l'homme, mettant en cause certaines dispositions « dépassées ». Elle ajoute tenir compte de la Convention relative aux droits de l'enfant (1989), et de son article 21 consacré à l'adoption, en mettant l'accent par exemple sur la priorité de l'intérêt supérieur de l'enfant. Cette révision indique que « *le consentement du conjoint ou du partenaire enregistré de l'adoptant* » est nécessaire à l'adoption (art. 5). Elle ajoute également dans l'article 7 concernant les conditions de l'adoption que :

Les Etats ont la possibilité d'étendre la portée de la présente Convention aux couples homosexuels mariés ou qui ont contracté un partenariat enregistré ensemble. Ils ont également la possibilité d'étendre la portée de la présente

² Annexe I

Convention aux couples hétérosexuels et homosexuels qui vivent ensemble dans le cadre d'une relation stable.

La nouvelle convention permet aussi, à l'article 8, l'adoption d'un enfant par le conjoint ou le partenaire enregistré de l'adoptant. Toutes ces dispositions s'appliquent aux quarante-sept Etats membres du Conseil de l'Europe (dont fait partie la Suisse) et aux autres signataires de la Convention. Certaines d'entre elles ne sont que des propositions, les termes employés sont «ont la possibilité» car les législations sont encore bien différentes au sein des nombreux Etats. Cependant, le but du Conseil de l'Europe étant de *«réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun»* (p.169), cette révision semble intégrer de manière claire les familles homoparentales au patrimoine.

3. Problématique de la recherche

La problématique de cette recherche est de connaître le regard que portent les enfants eux-mêmes sur leur situation familiale. Replacer l'enfant en tant que sujet comme le veut la Convention relative aux droits de l'enfant (1989) nécessite de lui donner la parole au même titre qu'un adulte. Il est primordial de l'auditionner pour ensuite pouvoir prendre des décisions législatives en tenant compte de sa position. C'est pourquoi des entretiens sont menés auprès d'enfants, d'adolescents ou d'adultes qui vivent ou ont vécu leur enfance dans une famille homoparentale en Suisse.

La situation juridique en Suisse et au niveau international montre que le niveau de protection juridique de ces enfants est très différent selon son pays de résidence. La situation de mères lesbiennes et de mères hétérosexuelles a été comparée par Shapiro, Peterson et Stewart en 2009 (Patterson, 2009) entre le Canada et certains états des Etats-Unis qui sont moins favorables d'un point de vue juridique à l'homoparentalité. Cette étude montre que les mères lesbiennes des Etats-Unis sont plus inquiètes à propos de problèmes législatifs et à propos de discrimination en fonction de l'orientation sexuelle, que les mères lesbiennes du Canada mais pas à propos de problèmes familiaux en général. Cette recherche suggère que le fait de vivre dans un contexte où le soutien au niveau légal est présent, est bénéfique aux mères lesbiennes et à leurs enfants. Dans ce sens, les entretiens effectués auprès d'enfants de parents homosexuels vivant en Suisse vont, dans un second temps, être comparés à des entretiens faits dans un pays législativement favorable à l'homoparentalité. L'état de Californie a été choisi,

car il est connu pour être tolérant envers les familles homoparentales. De nombreuses études citées ont été effectuées aux Etats-Unis, il est de ce fait intéressant d'avoir des éléments américains et européens. Eric Fassin, sociologue et américaniste, explique qu'en Europe l'évolution des mentalités a été dans le sens d'une acceptation relativement aisée du mariage gay mais que l'accès à la parentalité est une question plus difficile (Kaim, 2006). Aux Etats-Unis, l'inverse s'est produit. La sacralisation se trouve au niveau du mariage, à l'inverse de l'Europe qui sacralise plutôt la filiation. Cependant l'état de Californie établit une union civile pour les couples homosexuels en 2003, tandis que la Suisse ne légalise le partenariat enregistré qu'en 2007.

Cette comparaison permet d'évaluer si la situation juridique a un impact sur le quotidien des enfants et si le fait que ces familles aient les mêmes droits que les familles traditionnelles modifie le regard de la société et ainsi, le bien-être des enfants.

Hypothèses :

- Les enfants ayant des parents homosexuels ont vécu ou vivent une enfance marquée par la différence de structure familiale mais peuvent se construire et s'épanouir aussi bien qu'un enfant vivant dans une famille hétérosexuelle comme le suggèrent les résultats des recherches scientifiques.
- La situation juridique permettant à l'enfant d'avoir deux parents homosexuels légaux favorise un ressenti positif par rapport à sa famille et lui permet de se sentir plus en sécurité et non discriminé.

Le choix du mélange de ces deux disciplines que sont la psychologie et le droit a été fait en toute conscience car l'interdisciplinarité permet de « *mettre en commun les connaissances pour analyser, comprendre et résoudre les problèmes complexes et multidimensionnels de notre société* » (Darbellay, 2009, p.7). La collaboration entre les disciplines et leurs méthodes propres permet d'ouvrir le champ des possibilités. La condition des familles homoparentales est un objet d'étude commun à plusieurs disciplines et elle demande la rencontre de points de vue différents pour établir son évolution (Darbellay, 2005). Le droit est une discipline vivante, qui change avec la société. Pour cela, il nécessite souvent l'apport de recherches scientifiques venant de domaines comme la psychologie ou la sociologie.

4. Partie méthodologique

Dans plusieurs mémoires effectués sur le thème de l'homoparentalité où les étudiantes interviewent des couples de parents de même sexe (Delaborde & Lavanchy, 2008 ; Ossom & Roulet, 2008), la difficulté de trouver des personnes qui acceptent de témoigner apparaît. Les raisons évoquées sont que certaines d'entre elles ont déjà participé à plusieurs travaux, que le sujet est trop délicat pour d'autres couples qui sont dans la souffrance par rapport à leur projet parental ou encore qu'il est trop difficile de dévoiler à des inconnus son histoire et son intimité. Il est donc important de ne pas se restreindre à une population particulière selon le genre, l'âge (pour autant qu'il soit assez grand pour répondre à des questions sur l'homoparentalité) ou encore la structure familiale (un parent, deux hommes, deux femmes, plus de deux parents, etc.) mais de laisser la porte ouverte à toute personne motivée à partager son expérience.

4.1. Préparation des entretiens

Plusieurs démarches ont été entreprises afin de trouver des personnes intéressées à participer à ce travail. Un e-mail a été envoyé à douze associations de gays et lesbiennes dans les six cantons de Suisse romande, ainsi qu'une vingtaine de mails à des personnes travaillant dans le milieu social pouvant être touchées par la question. Plusieurs petites annonces ont été postées sur différents sites Internet et sur un réseau social, enfin un système de bouche-à-oreille a fonctionné pendant des mois. Il a été extrêmement difficile de trouver des personnes ayant été élevées dans une famille homoparentale et étant assez âgées pour répondre à une interview. Très peu de réponses sont parvenues après ces diverses démarches dont une seule positive. Beaucoup d'associations répondaient de contacter toujours la même adresse, ce qui laisse penser qu'une seule association d'homosexuels s'occupe réellement de la problématique des familles en Suisse romande. Le bouche-à-oreille a amené plusieurs pistes qui ne se sont malheureusement pas concrétisées car les personnes trouvaient le sujet trop personnel ou n'étaient plus joignables.

Plusieurs dimensions doivent être prises en compte pour avoir une image globale de l'enfance vécue, comme la relation avec les parents, avec les tiers, le rapport à la sexualité, la vision de l'intérêt de l'enfant dans le cadre de la famille, etc. Le but est

également de comprendre à travers le vécu de ces enfants quelles ont été pour eux les plus grandes difficultés d'un tel cadre familial et quels peuvent en être les avantages. Un guide d'entretien³ a alors été conçu pour prendre en compte ces différentes notions, à l'aide des lectures sur l'homoparentalité et des notions précédemment abordées dans ce travail. L'entretien est semi-directif, c'est-à-dire que le guide d'entretien est préparé avec des questions abordant des thèmes prévus à l'avance. Les questions sont cependant relativement ouvertes et permettent au participant de développer ses opinions.

Au début de l'entretien, un formulaire de consentement⁴ est signé par l'enfant et un autre par un des parents (pour les enfants mineurs). Une présentation de la recherche et de l'expérimentatrice est ensuite faite, puis il est demandé à l'enfant de poser des questions en cas d'incompréhension. Il lui est également indiqué qu'aucune réponse n'est juste ou fausse. Son récit reflète uniquement son opinion.

L'entretien semi-directif est ensuite mené en tête-à-tête. La présence du parent est évitée pour ne pas influencer l'enfant et pour qu'il se sente libre de faire part de toutes ses opinions qu'elles soient positives ou négatives. Un magnétophone est utilisé en plus des notes prises durant l'entretien pour éviter la perte d'informations.

Lorsque le participant a répondu à toutes les questions et qu'il n'a plus rien à ajouter, il lui est encore demandé s'il préfère que certaines informations ne figurent pas dans le travail. Puis, il est grandement remercié d'avoir participé.

4.2. Aspects et précautions éthiques

Pour procéder à ce genre d'entretiens, il est important d'observer certaines précautions éthiques. L'autorisation des parents est nécessaire pour interroger des personnes âgées de moins de 18 ans. Il est également utile de faire signer un formulaire de consentement au participant, et si possible à un des parents, indiquant que le jeune n'a aucune obligation de continuer jusqu'au bout de l'entretien s'il ne le souhaite plus et que l'anonymat lui est garanti.

Le fait d'interviewer des enfants doit réellement être pris en compte dans le vocabulaire utilisé et dans la nécessité de leur accorder plus de pauses si l'entretien se prolonge, par exemple (Punch, 2002). L'expérimentateur doit donc savoir adapter son discours et sa

³ Annexe 2

⁴ Annexe 3

manière de procéder à l'âge du participant, faisant une différence non seulement entre les enfants et les adultes, mais aussi entre les enfants eux-mêmes. Il serait en effet difficile de concevoir les mêmes questions posées à un enfant de 5 ans et à un enfant de 16 ans.

4.3. Choix des échantillons de comparaison

Comme un seul entretien a pu être effectué dans le cadre de ce travail, il a fallu obtenir d'autres données suisses pour avoir un minimum de participants à comparer. Dans ce sens, le mémoire de Brossy (2006) a été utilisé pour obtenir un échantillon de cinq personnes au total. Il regroupe quatre témoignages d'adultes de 25 à 40 ans ayant vécu leur enfance dans une famille homoparentale. En ajoutant le témoignage de Loona, l'échantillon est de cinq personnes de 13 à 40 ans.

Les entretiens américains utilisés se trouvent dans le recueil de témoignages de Kaim (2006). Une recherche pour obtenir d'autres témoignages américains provenant d'une source différente a été faite, malheureusement elle n'a pas été concluante.

Les personnes, dans les deux échantillons, ont été choisies de manière à ce qu'elles soient le plus comparable possible. Dans le recueil de Kaim, plus de cinq témoignages américains figurent en effet. Le choix s'est porté sur les personnes abordant le plus de thèmes communs à l'échantillon suisse et ayant les profils les plus ressemblant en termes d'âge, de structure familiale et de moyen de conception. Cependant quelques différences n'ont pu être évitées en vue du choix limité de personnes. Les deux échantillons comprennent cinq personnes. L'échantillon suisse a une moyenne d'âge de 28,8 (de 13 ans à 40 ans) et celui de Californie de 22,2 (de 16 ans à 28 ans). Le groupe suisse contient deux hommes, tandis que le californien est exclusivement féminin.

Quant à la structure familiale, dans chacun des échantillons une personne a été adoptée, une est née d'une insémination artisanale pour la Suisse et trois pour la Californie et trois viennent d'une relation hétérosexuelle en Suisse et une en Californie.

Les entretiens effectués aux Etats-Unis ont été faits de la même manière que celui de ce travail, c'est-à-dire en se rendant aux domiciles des participants. Le lieu de rencontre n'est pas précisé dans le travail de Brossy (2006).

La méthode de collecte de données utilisée est dite passive, c'est-à-dire que l'expérimentateur n'intervient pas sur les participants. Les témoignages sont simplement récoltés, sans transformer aucune situation. Une analyse de contenu est ensuite effectuée. Elle permet de prendre plusieurs textes (ici témoignages) et d'en extraire les idées principales et communes aux deux échantillons. Une comparaison peut ensuite être faite entre les deux groupes formés sur les différents thèmes choisis.

5. Analyses de données

5.1. Entretien en Suisse

Loona⁵ est une jeune fille de 13 ans, adoptée en Chine à l'âge de 1 an. Elle a deux mamans et une petite sœur, adoptée bébé quand Loona avait 3 ans. Elle habite une ville d'un peu plus de 37 000 habitants. Elle se sent bien dans sa famille et en Suisse. Elle ne fait aucune différence entre ses mamans, même si l'une est sa mère légale et l'autre sa mère sociale. Selon elle, la différence ne se trouve que sur les papiers. Elle les appelle toutes les deux mamans si elle se retrouve avec une seule de celles-ci, et par leur prénom si elles sont toutes les trois ensemble.

Ses mamans semblent avoir une organisation très équilibrée. Toutes les deux travaillent et font des tâches domestiques. Selon Loona, elles s'occupent autant d'elle l'une que l'autre. La structure familiale n'est pas abordée régulièrement, les mères sont ouvertes aux questions mais n'abordent pas le sujet d'elles-mêmes. Loona ayant vécu dans cette famille depuis son premier anniversaire ne ressent pas le besoin d'en parler spécialement. Elle n'y pense pas au quotidien.

Elle ne se pose pas trop de questions sur ce qu'un père pourrait apporter de différent. Elle dit s'être posé quelques fois la question de ce que ça pourrait faire d'avoir un père mais cela ne semble pas être sa première préoccupation. « *Des fois j'me demande mais j'me demande pas tout le temps (...) et ça m'fait pas dire que j'en veux un de père.* »

Sa maison est un environnement exclusivement féminin. Les hommes, elle les côtoie surtout à l'école. Elle a également deux oncles et des cousins, mais qu'elle ne voit qu'occasionnellement car ils n'habitent pas dans la même région. Les familles des deux mamans n'ont pas de problème avec l'homosexualité ou l'homoparentalité, ce qui peut

⁵ Les prénoms utilisés dans ce travail sont fictifs.

arriver de temps en temps, donc Loona a de bons contacts avec sa famille agrandie. Elle n'a pas su répondre à quel point ses mères étaient impliquées dans la communauté gaye. Une de ses mamans a par contre confié, en dehors de l'interview, avoir déjà accordé plusieurs entretiens comme celui-ci.

Loona a des difficultés scolaires, elle se trouve dans une classe spécialisée. Ses camarades de classe savent qu'elle a deux mamans mais ils n'en parlent pas spécialement. Elle dit que quelques fois ils l'ont quand même taquinée avec ça mais qu'elle ne l'a pas mal pris car *« c'était pas pour se moquer, mais gentiment. »* *« J'comprends que pour eux c'est bizarre d'entendre ça (...) moi ça m'fait rien puisque j'suis dans une famille comme ça. »* Ils viennent à la maison pour les anniversaires sans être dérangés par la structure familiale différente de la famille de Loona. Parfois les copains de classe de sa sœur pensent que l'une des mamans est une tante et Loona laisse dire sans corriger. Elle dit qu'elle n'a jamais vraiment été témoin d'homophobie mais que si elle entendait des moqueries, elle défendrait sûrement les homosexuels en disant qu'ils n'ont pas choisi d'être comme ça et que si eux étaient homosexuels, ils n'aimeraient pas qu'on se moque d'eux. Elle pense que ces gens ne réfléchissent pas vraiment avant de dire ça ou qu'ils sont bêtes. *« Mes parents m'ont parlé que sur terre on est différent et que toutes les familles sont différentes, qu'il y a même des enfants qui n'ont pas de parents. Donc au moins moi j'suis contente de m'retrouver avec des parents et pas dans la rue. »*

Elle n'a jamais eu aucun problème avec ses professeurs qui sont au courant de sa structure familiale.

Elle n'a pas réellement exprimé d'avis sur les autres configurations familiales homoparentales, n'étant pas familière avec ce genre de situations.

Quand l'intérêt supérieur de l'enfant dans une famille est abordé, Loona déclare que pour elle le principal est que l'enfant soit aimé comme il doit être aimé. Elle ne ressort aucun point positif, ni négatif dans le fait de vivre avec des parents de même sexe.

Loona ne semblait pas au courant, dans les détails, des différences qu'engendre le statut de mère légale ou de mère sociale, donc la question de la loi n'a pas été approfondie pour ne pas provoquer d'inquiétude inutile.

Au sujet de son orientation sexuelle, Loona confie qu'elle est amoureuse d'un garçon de sa classe. Elle ne pense pas tomber amoureuse d'une fille un jour. Elle tient à préciser qu'elle n'est pas contre les homos mais qu'elle ne pense pas l'être. Elle pense que ses

mères n'ont pas de préférence sur son orientation sexuelle, qu'elles veulent juste qu'elle soit heureuse.

Loona semble être une jeune fille heureuse et aucunement perturbée par le genre de ses parents. Elle vit son adolescence avec ses copains de classe qui viennent chez elle. Le fait qu'elle habite une petite ville et que les informations y voyagent plus rapidement ne semble pas être un handicap pour elle. Elle dit ne pas penser à la différence de sa famille au quotidien. Ayant été adoptée, elle est déjà heureuse d'avoir une famille. Elle est ambiguë au sujet de ses parents biologiques car elle dispose de très peu d'informations de la part de l'orphelinat où elle résidait durant sa première année. Elle sait simplement que ses parents ne pouvaient pas s'occuper d'elle. Loona déclare avoir envie de savoir qui sont ses parents et s'ils sont encore vivants, puis se rétracte. Elle aurait peur de faire des recherches pour apprendre, ensuite, qu'ils sont morts ou qu'elle ne pourrait de toute façon pas les voir. Elle conclut en disant que ça ne sert à rien car elle a sa famille ici, ses amis et toute sa vie ici en Suisse.

5.2. Mise en parallèle des échantillons

Avant de procéder à la présentation des échantillons, il est utile de récapituler les législations des deux pays.

La Suisse n'autorise pas l'adoption et l'insémination artificielle avec donneur inconnu pour les couples de même sexe. Elle interdit également la maternité pour autrui. Dans les cas d'insémination artisanale, de coparentalité et de recomposition familiale, comme dans les cas précédents, le ou les coparents n'ont aucun droit sur l'enfant.

L'état de Californie permet l'adoption par les couples de même sexe et l'insémination artificielle avec donneur inconnu. La maternité pour autrui est également autorisée ainsi que l'adoption par le second parent.

Dans l'échantillon suisse, nous avons Julie, 40 ans, qui est née d'une insémination artisanale et qui a vécu son enfance avec sa maman et ses concubines. Elle est maman à son tour.

Laetitia, 37 ans, a vécu au sein d'une famille hétérosexuelle pendant quatre ans, puis en Grèce avec sa maman jusqu'à ses 13 ans et finalement est venue vivre à Genève avec son papa qui est homosexuel.

Jérôme a 29 ans. Il est également né d'un couple hétérosexuel. Il a vécu avec sa maman et sa concubine après la séparation de ses parents à l'âge de 9 ans. Il a un enfant.

Nicolas, 25 ans, a vécu chez son papa et sa maman pendant trois ans. Quand ses parents se sont séparés, il a été vivre chez ses grands-parents au Portugal jusqu'à ses 7 ans. Ensuite, il est venu en Suisse vivre avec sa mère qui a eu plusieurs compagnes.

Il y a enfin Loona, 13 ans, qui a déjà été présentée. Les démarches pour son adoption ont été faites avec la collaboration d'un assistant social américain qui s'occupe des américains expatriés en Europe, sa mère légale étant américaine. Le droit suisse ne reconnaît pas une adoption prononcée dans un autre pays que le pays de résidence ou d'origine, en l'occurrence la Chine. Loona a donc dû être adoptée à nouveau il y a trois ans en Suisse sur demande de la police des habitants.

L'échantillon californien se compose de Courtney, 28 ans, qui est née d'une insémination artisanale. Elle a vécu son enfance seule avec sa maman.

Brooklyn a 27 ans et est aussi née d'une insémination artisanale. Elle a deux mamans qui ne sont pas en couple ensemble. Elles ont décidé d'élever un enfant ensemble étant homosexuelles toutes les deux et amies depuis longtemps.

Kellen, 24 ans, née d'une insémination artisanale, vit avec ses quatre mamans. Sa mère biologique et deux de ses amies voulaient toutes les trois un enfant et ont décidé de l'élever ensemble. Sa mère biologique a ensuite rencontré celle qui devint sa compagne et la quatrième mère de Kellen.

Samantha a 16 ans. Elle a vécu dans un contexte hétéroparental jusqu'à ses 2 ans, puis avec sa maman et son amie.

Enfin, Sarah, 16 ans, a été adoptée par deux hommes à la naissance. Sa maman biologique étant toxicomane, elle ne pouvait pas s'occuper de Sarah.

Les opinions récoltées sont regroupées selon les divers thèmes communs aux témoignages.

a) Relations familiales

Laetitia, Julie et Loona pensent toutes les trois qu'un enfant peut très bien être élevé par un couple de même sexe. Nicolas pense que le manque d'un parent de l'autre sexe sera présent et Jérôme affirme que l'enfant a besoin d'un père et d'une mère.

Courtney élevée uniquement par sa mère déclare avoir manqué de la présence d'un second parent. Elle dit la présence « *d'un autre parent* » mais pas « *d'un père* », ce qui peut insinuer qu'une deuxième maman aurait comblé le manque. Elle ajoute « *à partir de mes dix ans, ma vie s'est résumée juste à ma mère et moi* » (Kaim, 2006, p.81). Selon Courtney, l'absence du père a été compensée par ses professeurs ou par les amis de sa mère. Kellen a quatre mères et lorsque la question du manque d'un père lui est posée, elle répond « *j'ai tellement de parents que la dernière chose dont j'ai besoin, c'est d'un parent supplémentaire* » (Kaim, 2006, p.90). Kellen pense que deux parents suffisent, elle se dit débordée par toute l'attention et l'amour dont elle fait preuve sans s'en plaindre réellement. Sarah se dirige vers ses grands-mères et tantes lorsqu'elle ressent le besoin d'une présence féminine, que ce soit pour discuter ou pour faire du shopping. Elle compense donc le manque potentiel. Brooklyn et Samantha sont également positives sur l'éducation d'un enfant par un couple de même sexe, elles le manifestent même en faisant partie d'un mouvement militant pour les droits des homosexuels.

Au niveau de la communication dans la famille, quatre parents homosexuels (ou couple) sur cinq, en Suisse, n'ont jamais parlé concrètement de la situation pour expliquer à l'enfant qu'ils étaient homosexuels et ce que cela signifiait. La mère de Nicolas lui en a parlé lors d'un repas. Deux d'entre les quatre l'ont toujours compris et n'ont pas eu de problème avec cela mais les deux autres auraient eu besoin de mots posés sur la situation. La communication semble importante pour beaucoup de ces enfants de gays et lesbiennes. Pour eux, le dialogue est important et la façon dont les parents vivent leur orientation sexuelle différente change la vision que l'enfant se fait de l'homosexualité.

Pour Samantha, la communication sur l'homosexualité semble aisée au sein de la famille. Les mères de Brooklyn ont attendu ses 18 ans pour lui révéler qui était son père, sans refuser d'en parler pour autant. Elle a ensuite pu le rencontrer mais n'a pas voulu tisser de liens plus forts avec lui. Kellen a également rencontré son père mais une relation plus régulière avec lui ne l'intéressait pas non plus. Sa situation familiale est très assumée par ses mamans et l'homosexualité est loin d'être un sujet tabou chez elles. La mère de Courtney n'assumait pas son homosexualité quand Courtney

était enfant, ce qui a rendu son coming-out difficile. Ce sujet n'est pas abordé dans le témoignage de Sarah.

b) Famille agrandie

Dans l'échantillon suisse, les grands-parents de Julie ainsi que ceux de Jérôme sont morts quand ils étaient petits. Ils pensent qu'ils n'étaient pas au courant de l'homosexualité de leur enfant. Les grands-parents et les tantes de Laetitia l'ont appris tard et elle ne sait pas bien comment ils ont réagi. Les grands-parents, oncles et tantes de Loona et Nicolas (grands-parents maternels) réagissent bien. Les grands-parents paternels de Nicolas ne savent pas.

Sarah a une famille élargie très présente contrairement à Courtney qui a vécu un rejet de la part de sa tante et de ses grands-parents lié à l'homosexualité de sa mère.

c) Pairs et école

Leurs avis sur la vision de l'homoparentalité au sein de la société sont variés.

Julie voit d'un mauvais œil le regard de la société sur l'homoparentalité. Elle dit « (...) *les gens pensent que les enfants sont des monstres, enfin, le peu que je vois et je pense que c'est une très mauvaise image.* »

Laetitia pense au contraire qu'il y a eu une évolution dans le bon sens depuis trente à quarante ans. Mais elle ajoute quand même que pour certaines personnes, comme « les psys », être enfant d'homosexuel est synonyme de souffrance. Nicolas rejoint Laetitia sur ce point. Il pense qu'il y a une avancée mais qu'elle est encore insuffisante.

Certains d'entre eux pensent que l'homophobie vient de la peur de la différence comme Laetitia et Nicolas ou encore d'un manque de connaissance comme Loona et Julie. Jérôme, lui, pense que les homophobes imaginent les homosexuels plus faibles que les hétérosexuels.

A l'école, Jérôme et Nicolas se souviennent avoir abordé le thème de l'homosexualité dans les cours d'éducation sexuelle. Laetitia ne s'en souvient pas et Julie, qui est la plus âgée de l'échantillon dit qu'à son époque, on ne parlait pas de sexualité. Loona n'a pas mentionné de discussion en classe.

Elle n'en a pas parlé à ses copains non plus, mais ils sont au courant qu'elle a deux mamans et elle n'a jamais reçu de mauvaises remarques. Les copains de classe de Laetitia n'étaient pas au courant, elle n'a donc jamais été victime de mesquineries par rapport à l'homosexualité. Julie et Nicolas ont vécu certaines moqueries à l'adolescence, elles ont blessé Nicolas car il n'en avait jamais parlé réellement avec sa mère. Il explique qu'une fois l'homosexualité avouée par sa mère, il n'a plus eu de problèmes car il l'assumait complètement. Jérôme a anticipé les remarques à l'adolescence. Avant que quiconque ne lui en parle, il insultait sa propre mère « *la gouine* », « *la salope, elle est gouine, c'est dégueulasse* » (Brossy, 2006, p.63) par peur de la critique. Ensuite, il affirme avoir eu un déclic avec sa première petite amie, qui lui a permis d'en parler de manière ouverte et sincère.

Jérôme, Loona et Nicolas invitaient sans problème leurs amis à la maison. Laetitia ne pouvait pas car son père était malade et la mère de Julie ne voulait pas.

Du côté de la Californie, Samantha et ses mères ont reçu des insultes homophobes de la part du voisinage mais elles ne se laissent pas intimider, étant toutes les trois militantes. Beaucoup de gens ne croyaient pas Kellen quand elle expliquait sa situation familiale hors du commun, avant son adolescence. Elle était traitée de menteuse. Ensuite, l'homosexualité est devenue « à la mode » et beaucoup de jeunes s'intéressaient à elle et à sa famille. Sarah confie sa difficulté à choisir si elle parle de sa famille au lycée ou non. « *On ne sait absolument pas quelle pourra être la réaction des gens* » (Kaim, 2006, p.149).

d) Orientation sexuelle

Nicolas est hétérosexuel et pense que certaines personnes devraient encore avoir des explications sur le fonctionnement humain. Il explique « *ma mère est homosexuelle et je suis hétéro à 100 % alors ça n'a rien à voir mais je crois qu'il y a des gens qui le pensent* » (Brossy, 2006, p.36). Les quatre autres personnes interviewées en Suisse sont également hétérosexuelles.

Dans l'échantillon américain, Courtney est homosexuelle. Elle explique que « *ce ne sont pas les parents qui nous influencent. La seule différence, c'est que nous sommes prédisposés à ne pas exclure l'attirance pour le même sexe comme une option* »

(Kaim, 2006, p.127). Brooklyn, Kellen et Samantha sont hétérosexuelles et l'orientation sexuelle de Sarah n'a pas été précisée. Kellen déclare qu'elle et son frère sont extrêmement stéréotypés dans leur comportement. Son frère, même ayant été élevé par quatre femmes, est très masculin.

Les mères de Kellen ont laissé la liberté à leurs enfants d'exprimer leur orientation sexuelle sans montrer de préférence. Au contraire, la mère de Brooklyn a été soulagée lorsqu'elle a appris l'hétérosexualité de sa fille. Brooklyn pense qu'il y a une forme d'homophobie intériorisée. Selon elle, sa mère peut alors exprimer avoir réussi à élever une enfant hétérosexuelle comme un succès. La mère de Courtney a été affectée par le coming-out de sa fille. Elle ne voulait pas de ce genre de vie pour Courtney et remet en question l'éducation donnée à sa fille.

5.3. Analyse du contenu en lien à la théorie

L'observation première se fait sur la composition des échantillons. En Suisse, trois enfants sur cinq proviennent d'un couple homme/femme. En Californie, la majorité de l'échantillon a été conçu suite à une insémination artisanale. Comme Eric Fassin le dit (Kaim, 2006), la parentalité homosexuelle est mieux acceptée en Californie et depuis plus longtemps. Ceci peut être un élément explicatif du fait que plus de parents dans l'échantillon américain ont conçu un enfant en couple de même sexe. L'autre échantillon est non seulement suisse mais plus âgé, ce qui signifie que l'homosexualité était encore plus difficile à assumer et que le fait de devenir parent homosexuel était beaucoup moins envisagé que maintenant.

Dans chacun des deux groupes, trois personnes pensent qu'il n'y a pas de problème particulier pour un enfant d'homosexuels. Dans le groupe suisse, Jérôme et Nicolas (qui ont chacun un père et une mère mais qui ont été élevés par leur mère et sa compagne) pensent qu'un manque se fera sentir. Dans le groupe californien, Sarah et Courtney trouvent des compensations en dehors des parents mais Courtney qui a été élevée par sa mère uniquement insiste sur le manque d'un second parent.

Le cas de ces deux jeunes filles rejoint la partie théorique disant que les enfants vont chercher hors de la maison la présence du sexe opposé. D'autres comme Loona ou Brooklyn n'en ressentent pas le besoin.

Les deux échantillons sont comparables sur ce point, cependant il est intéressant de constater que les deux représentants masculins expriment l'opinion qu'un manque du sexe opposé sera présent, ceux-ci ayant été élevés par des femmes. Sarah, qui a aussi été uniquement élevée par le sexe opposé, n'exprime pas cet avis mais est régulièrement en contact avec des femmes.

Dans la théorie, le point représentant unanimement l'intérêt de l'enfant était la communication entre les parents et celui-ci, à propos de leur structure familiale différente. En Suisse comme en Californie, ce point est important pour les enfants. Cependant, la forme ne semble pas déterminante. La situation peut être réellement expliquée ou simplement assumée, à partir du moment où les enfants comprennent les choses, par des mots ou des attitudes, ils l'assument souvent autant que leurs parents.

Pour la moitié de l'échantillon suisse, les grands-parents n'étaient pas au courant de l'homosexualité et l'autre moitié semble avoir bien réagi. On peut donc penser qu'il n'est parfois pas encore évident pour tout le monde de parler de son homosexualité, même ou surtout, à sa famille. Les entretiens en Californie n'ont pas abordé systématiquement ce thème. Sarah et Courtney uniquement ont décrit leur situation familiale élargie. L'une a de très bonnes relations, l'autre a subi une discrimination par rapport à ses cousines au sein de sa famille. On voit bien, comme la théorie l'indique, que soit les grands-parents ne sont pas au courant de l'homosexualité et donc pas de l'homoparentalité, ou alors ils réagissent bien si l'enfant homosexuel n'a pas été rejeté et mal si le coming-out n'a pas été accepté. De plus, le seul cas où l'homoparentalité est un problème, est celui de Courtney qui est élevée par sa mère uniquement. Comme le dit Gross (2009), le projet parental est souvent mieux accepté s'il est entrepris par un couple.

Au niveau du développement, aucun ne semble avoir de problème particulier à part peut-être Loona qui se trouve dans une classe spécialisée. Les autres travaillent en tant que réceptionniste, vendeur, représentant commercial, employé de banque, enseignant ou encore étudiant pour les plus jeunes. Tous semblent également bien intégrés au niveau social. Ceci confirme donc les résultats des études disant que les enfants d'homosexuels se développent aussi bien que les enfants de familles hétérosexuelles.

En ce qui concerne les moqueries, la moitié des deux groupes a subi des moqueries au sujet de leurs parents et une personne dans chaque groupe était mal à l'aise avec le regard des autres avant même d'en recevoir. Les échantillons sont donc, sur ce point, similaires. Ceci confirme les écrits de Tasker et Bigner (2007) qui indiquaient qu'une peur d'être rejeté est présente chez certains d'entre eux.

Une seule personne entre les deux échantillons est homosexuelle. Cela équivaut à une personne sur dix et donc à 10 %. La proportion de personnes homosexuelles évaluée par les rapports Kinsey (Gross, 2003) est de 4 à 10 %. Elle est équivalente sur ce très petit échantillon. Huit participants sur les dix sont donc hétérosexuels (l'orientation sexuelle d'une personne n'ayant pas été indiquée) ce qui montre, dans ce cas présent, qu'il n'y a pas de lien systématique entre l'orientation sexuelle des parents et celle des enfants comme le disent Golombok et Tasker (1996) et Leroy-Forgeot (1999).

Les témoignages récoltés contredisent les résultats de Cameron et Cameron (1998) sur la violence. Une personne de chaque échantillon a été témoin de violences et dans les deux cas il s'agissait du père hétérosexuel envers la mère homosexuelle.

5.4. Retour sur les hypothèses

Première hypothèse :

- Les enfants ayant des parents homosexuels ont vécu ou vivent une enfance marquée par la différence de structure familiale mais peuvent se construire et s'épanouir aussi bien qu'un enfant vivant dans une famille hétérosexuelle comme le suggèrent les résultats des recherches scientifiques.

Aucune des personnes interrogées n'a semblé avoir de lacune au niveau du développement social. Plusieurs d'entre elles sont parents à leur tour et d'autres ont parlé de leurs amis et petits amis. Tous ont exprimé avoir une bonne relation avec leur ou leurs parents homosexuels. La seule chose dont certains se sont plaints était le manque de communication. Il semble donc important que le parent parle de son homosexualité ou du moins l'assume pour que l'enfant puisse le vivre sereinement. Sandrine Bonny, fille

d'homosexuels et ex-responsable de l'association « Accept⁶ », rejoint cette observation *« je pense que quoi qu'on ait à l'intérieur de soi en tant que parents, si on l'assume, nos enfants le vivront bien. Si on n'est pas à l'aise, à ce moment-là, ça peut devenir quelque chose de lourd et de problématique pour l'enfant »* (Brossy, 2006, p.46).

Comme vu précédemment, au niveau du développement intellectuel, tous ont une occupation professionnelle ou sont étudiants. Loona a des difficultés scolaires mais il est difficile de savoir d'où cela provient.

Cette hypothèse n'est pas infirmée par les témoignages analysés dans ce travail. Elle ne peut être confirmée de manière définitive car il ne s'agit que de dix participants mais les résultats vont dans son sens.

Seconde hypothèse :

- La situation juridique permettant à l'enfant d'avoir deux parents homosexuels légaux favorise un ressenti positif par rapport à sa famille et lui permet de se sentir plus en sécurité et non discriminé.

Les témoignages n'ont pas confirmé cette hypothèse. La question de la situation juridique n'a pas été posée systématiquement et les participants ne l'ont pas mentionnée de manière spontanée. Aucune différence n'a donc été trouvée, entre la Suisse et la Californie, quant au ressenti des enfants au sein de leur famille et par rapport au regard de la société. La situation juridique des parents vis-à-vis de l'enfant ne semble pas prise en compte au quotidien par les enfants, dans le cas de Loona en tout cas. Il est possible que les parents ne veulent pas inquiéter les enfants inutilement en leur faisant part des conséquences que pourrait avoir une séparation ou le décès du parent légal. De plus, tant qu'aucun événement malheureux ne se produit, la discrimination est inévitablement moins ressentie.

L'objectif dernier était de déceler les difficultés et les avantages de vivre en milieu homoparental. Peu de choses sont communes aux différents témoignages, la plupart des côtés négatifs sont très spécifiques à la situation personnelle et ne peuvent pas être

⁶ Cette association établie à Genève, n'existe plus aujourd'hui. Elle recevait des parents homosexuels ainsi que leurs enfants afin de les soutenir et de les écouter.

expliqués par l'homoparentalité en elle-même. Le fait que Courtney manque d'un deuxième parent par exemple devient une question de monoparentalité et non de genre. Cependant, ce qui revient plusieurs fois est la peur du regard des autres.

L'avantage le plus souvent exprimé est le fait de pouvoir envisager sa sexualité de manière plus libre, en pouvant explorer toutes les options avant de découvrir laquelle correspond le mieux.

Loona explique qu'il n'y a pas forcément d'avantages ou d'inconvénients, elle est heureuse là où elle vit et c'est le principal. Brooklyn la rejoint sur ce point en disant « *je pense vraiment que j'ai eu la meilleure famille que l'on puisse avoir, et je n'en aurais pas voulu d'autre !* » (Kaim, 2006, p.143). En entendant ça, Courtney est agacée par la réponse idéaliste de son amie. Elle résume la situation en disant que puisque la société refuse d'accepter que les familles homoparentales ne soient pas parfaites, au même titre qu'aucune famille hétéroparentale n'est parfaite, ces enfants doivent donner l'image la plus positive possible. Ils subissent une pression de la part de la société, devant sans cesse faire leurs preuves. Pourtant comme le fait remarquer Kaim (2006, p.167) :

Les enfants d'homosexuels ne vont ni mieux ni moins bien que les autres. Ils sont aussi heureux et aussi paumés que les enfants de familles hétéros. Il s'agit plutôt de ne pas leur enlever le droit d'être aussi complexes que les autres. On ne demande pas aux hétérosexuels de « prouver » qu'ils seront de bons parents avant d'avoir leurs propres enfants. Pourquoi l'exigerait-on des homosexuels ?

6. Limites de la recherche

L'entretien a été effectué au domicile de l'interviewée. Habituellement, il est plus propice de rencontrer les participants dans un lieu neutre pour éviter tout biais. Cependant comme Loona habite à un endroit très éloigné de Genève, il a été plus pratique d'opter pour son domicile.

Pour la partie concernant les comparaisons, très peu de données sont pour l'instant à disposition. Les témoignages utilisés ont donc été choisis dans un seul ouvrage pour la Californie et dans un mémoire et un entretien pour la Suisse. La provenance très limitée des données peut produire un biais important difficile à estimer. Les participants de l'échantillon suisse ont été volontaires à participer aux entretiens en répondant d'eux-mêmes au bouche-à-oreille ou à travers une association. Ils peuvent donc représenter la part la plus assumée de la population d'enfants homosexuels. Des éléments de la procédure manquent dans les deux ouvrages utilisés. Pour l'échantillon américain, la démarche de recrutement des participants n'a pas été décrite et le lieu des entretiens n'a pas été indiqué dans le mémoire de Brossy.

Les résultats obtenus sont donc à observer avec une certaine précaution. En aucun cas, ils ne peuvent être généralisés à la population des enfants de parents homosexuels.

Il serait intéressant de poursuivre le travail en utilisant des classifications plus systématiques selon plusieurs critères, si l'occasion d'obtenir plus de données se présente. Les critères pourraient être les tranches d'âges, les structures familiales, ou encore la différence due au genre de l'enfant ou des parents. Cela mène, par contre, à une recherche bien différente car elle devient plutôt quantitative.

7. Conclusions

Le propos ici n'est pas d'effacer la différence des familles homoparentales, elles le sont par définition. Les structures familiales évoluent et de nouvelles formes de familles apparaissent. Il ne s'agit pas d'empêcher cette évolution mais d'améliorer les conditions de vie des enfants de ces familles non traditionnelles. Le premier but de ce travail était d'examiner si et dans quelle mesure la structure familiale homoparentale est nocive au bon développement de l'enfant. Comme le dit Golombok, il y aura toujours ceux qui pensent que ce n'est pas acceptable moralement pour les gays et lesbiennes d'avoir des enfants. Mais pour les autres qui croient que les enfants sont blessés psychologiquement, les résultats empiriques amènent un changement de considération (Tasker & Bigner, 2007). Ces enfants sont comme les autres. Le regard de la société peut, par contre, être dérangeant pour ces familles. L'enjeu actuel est peut-être, alors, comme le propose Dubreuil « *d'arriver à prendre de la distance avec le modèle de la famille nucléaire biologique que le XIX^e siècle bourgeois et chrétien a installé* » (1998, p.15). Les multiples modèles de familles existantes de nos jours montrent les nuances que peut avoir une population. Ils permettent aux enfants élevés dans des environnements favorisant la tolérance de s'ouvrir à la différence.

L'intérêt supérieur de l'enfant change avec l'évolution de l'enfant (Cornioley, 2009) et l'évolution des mentalités au sein de la société. Jean Zermatten, cité par Cornioley, qualifie cette notion d'évolutive, influencée par les connaissances scientifiques et l'évolution des mœurs. Dans un premier temps, l'intérêt supérieur de l'enfant se trouve dans le fait d'avoir une filiation établie et stable (Théry, 1998), à laquelle il puisse ressentir l'appartenance. Si l'on considère ensuite le seul désavantage dont certains ont parlé, qu'est le poids du regard de la société sur leur famille, autrement dit, la peur du regard des autres ; celui-ci ne dépend pas de la situation dans laquelle l'enfant se trouve au sein de sa famille, mais d'un facteur

extérieur à celle-ci qui évolue au fil des ans. Le regard négatif de la société étant souvent conséquence d'une peur de l'inconnu ou de la différence, il est important de continuer à développer le sujet pour que ces familles ne soient plus continuellement mises sous pression.

Ce mémoire avait pour autre objectif d'observer l'impact que pouvait avoir la législation d'un pays ou d'un état (en l'occurrence la Californie) réglant l'homoparentalité, sur le quotidien des enfants. Celui-ci pouvant être marqué par le sentiment qu'éprouvent les enfants vis-à-vis de leur famille, à travers le regard de la société ; ainsi que leur sentiment de sécurité vis-à-vis de la législation. Aucune différence entre l'état de Californie et la Suisse n'a été trouvée sur ce point. La question de la situation juridique s'est révélée difficile à poser aux adolescents. Elle est non seulement complexe mais peut aussi devenir source d'inquiétude. Les questions à ce sujet n'ont pas non plus été posées aux adultes dans les travaux utilisés et ceux-ci n'en ont pas parlé spontanément. Ils n'ont donc pas indiqué spécifiquement si pour eux la législation doit être changée. Certains d'entre eux se définissent cependant comme militant pour la cause homosexuelle, ce qui peut être un bon indice. Malgré le fait que, enfants, ils ne semblent pas toujours se rendre compte qu'ils sont moins protégés par la loi, un drame peut les mettre dans une situation d'isolement, même si leur second parent est bien vivant.

Cadoret (2002) se questionne au sujet de leur protection, sur la base de la Convention des droits de l'enfant. Elle explique que le préambule donne droit à la protection et à l'assistance aux familles pour qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle dans la communauté. La convention précise que :

L'enfant, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, doit grandir dans le milieu familial, dans un climat de bonheur, d'amour et de compréhension » mais également qu'il faut tenir compte « de l'importance des traditions et valeurs culturelles de chaque peuple dans la protection et le développement harmonieux de l'enfant (CDE, 1989).

Ceci peut être considéré comme contradictoire pour toutes les nouvelles formes de familles existantes. Quelle place doit prendre le climat de bonheur et quelle place doit être laissée à la tradition ? Cadoret ajoute une autre interrogation sur la définition de la famille par rapport à l'enfant, « *s'agit-il, comme il est évoqué à l'article 3 alinéa 2 de la Convention, de ses parents, tuteurs ou autres personnes légalement responsables de lui ou seulement, comme il est écrit à plusieurs reprises dans d'autres passages, de ses « deux » parents ?* » (2002, p.24). Au niveau de l'enfant, aucun des témoignages recueillis n'a indiqué qu'un parent n'était pas considéré comme tel par l'enfant parce qu'il n'avait pas de droits légaux sur lui. Au contraire,

plusieurs d'entre eux indiquent que le deuxième parent est considéré comme un père ou une mère au même titre que le parent légal.

Ces familles sont bien présentes, quelle que soit l'opinion publique. Il semble donc légitime d'accorder à leurs enfants la non-discrimination que revendique la convention. Eux, n'ayant pas choisi leur situation familiale, ne devraient-ils pas obtenir les mêmes droits que les autres ? Théry (1998) rappelle l'importance d'affirmer les droits égaux de tous les enfants indépendamment de la situation de leurs parents.

L'audition de ces enfants d'homosexuels permet de ne pas oublier que leur famille est leur quotidien. Pour ceux qui sont nés dans une famille homoparentale, leur situation est aussi naturelle que le fait d'avoir un père et une mère pour la majorité de la population. Loona fait bien remarquer qu'elle n'y pense pas tous les jours, elle vit sa vie d'adolescente. Pour ceux qui traversent le divorce de leurs parents, la situation est plus délicate. Ils doivent accepter un changement radical de la vision qu'ils avaient d'un de leur parent car une partie de son identité est modifiée.

Cependant si dans le futur les couples homosexuels se sentent plus libres de faire des enfants, ils ne seront plus obligés de se marier avec une personne du sexe opposé pour en avoir.

La phrase finale est laissée à Dubreuil qui disait, il y a treize ans déjà : « *Les familles homoparentales, ce n'est ni bien ni mal, c'est ici et maintenant. (...) Elles n'échappent pas aux difficultés et ont autant besoin que les autres, sinon plus, d'un soutien social pour le bien de leurs enfants* » (1998, p.299).

Références bibliographiques

- 360° le magazine gay, lesbien, bi et trans de suisse romande (2010, 5 octobre). *Le Conseil fédéral écarte l'adoption pour les couples de même sexe*. Récupéré le 3 décembre 2010 de <http://360.ch/magazine/2010/10/conseil-federal-ecarte-adoption-couples-de-meme-sexe-8446-5/>
- 360° le magazine gay, lesbien, bi et trans de suisse romande (2010, 28 novembre). *Le Lichtenstein donne son feu vert aux unions homosexuelles*. Récupéré le 3 décembre 2010 de <http://360.ch/magazine/2010/11/le-liechtenstein-donne-son-feu-vert-aux-unions-homosexuelles/>
- Adoption homoparentale (s.d.). *Wikipedia*. Récupéré le 2 novembre 2010 de http://fr.wikipedia.org/wiki/Adoption_homoparentale
- Antier, E., & Gross, M. (2007). *2 papas, 2 mamans, qu'en penser? Débat sur l'homoparentalité*. Paris: Calmann-lévy.
- Association des parents gays et lesbiens (2006, janvier). *Quelques réflexions à propos des statistiques de l'homoparentalité*. Récupéré de http://www.apgl.fr/documents/statistiques_homoparentalite.pdf
- Association des parents gays et lesbiens (2007). *Guide bibliographique de l'homoparentalité*. Paris: Auteur.
- Banens, M. (2010). Mariage et partenariat de même sexe en Europe: Vingt ans d'expérience. *Politiques sociales et familiales*, 99, 73-84.
- Brossy, A. (2006). *Homoparentalité: Parcours de quatre personnes ayant grandi dans un contexte homoparental*. Mémoire de haute école de travail social non publié, Institut d'Etudes Sociales, Genève, Suisse.
- Brewaeys, A., Ponjaert, I., Van Hall, E. V., & Golombok, S. (1997). Donor insemination: Child development and family functioning in lesbian mother families. *Human Reproduction*, 12(6), 1349-1359.
- Cadoret, A. (2002). *Des parents comme les autres: Homosexualité et parenté*. Paris: Odile Jacob.
- Cameron, P. (2006). Children of homosexuals and transsexuals more apt to be homosexual. *Journal of Biosocial Science*, 38, 413-418.
- Cameron, P., & Cameron, K. (1998). Homosexual parents: A comparative forensic study of character and harms to children. *Psychological Reports*, 82, 1155-1191.
- Caspar, F. (2007). *Relations interpersonnelles: Attachement* [Présentation Powerpoint]. Université de Genève, Suisse.

- *Code civil suisse* (1907). Etat au 5 décembre 2008.
- *Constitution fédérale de la Confédération suisse* (1999). Etat au 7 mars 2010 [RS 101].
- *Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* (1950). Etat au 1^{er} juin 2010.
- Convention européenne en matière d'adoption des enfants (révisée) (2008). In Conseil de l'Europe, *Compilation de textes relatifs à la justice adaptée aux enfants* (pp. 169-172). Strasbourg, France: Auteur.
- *Convention relative aux droits de l'enfant* (1989). Etat au 8 avril 2010 [RS 0.107].
- Cornioley, A. (2009). *L'intérêt de l'enfant et l'homoparentalité en question*. Mémoire de master en théorie politique non publié, Université de Genève, Genève, Suisse.
- Cour européenne des droits de l'homme (2002, 26 mai). *Affaire Fretté c. France : Arrêt Strasbourg*. Récupéré de <http://www.echr.coe.int>
- Cour européenne des droits de l'homme (2008, 22 janvier). *Affaire E.B c. France : Arrêt Strasbourg*. Récupéré de <http://www.echr.coe.int>
- Darbellay, F. (2005). Pluri-, inter- et transdisciplinarité : Concepts et fondements épistémologiques. In *Interdisciplinarité et transdisciplinarité en analyse des discours* (pp. 41-54). Genève, Suisse: Slatkine.
- Darbellay, F. (2009). *Introduction à l'approche inter- et transdisciplinaire* [Présentation Powerpoint]. Institut universitaire Kurt Bösch, Bramois, Suisse.
- *Déclaration des droits de l'enfant* (1959). Récupéré le 8 décembre 2010 de [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/1386%20\(XIV\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/1386%20(XIV))
- Delaborde, P., & Lavanchy, C. (2008). *Du couple homosexuel à l'homoparentalité : Les difficultés que les couples lesbiens rencontrent dans la réalisation de leur projet parental*. Mémoire de haute école de travail social non publié, Institut d'Etudes Sociales, Genève, Suisse.
- Delassus, J.-M. (2000). Introduction à la maternité psychique. In G. Greiner, *Fonctions maternelle et paternelle* (pp. 37-55). Ramonville Saint-Agne, France: Erès.
- Dubreuil, E. (1998). *Des parents de même sexe*. Paris: Odile Jacob.
- Flavigny, C. (2006). *Parents d'aujourd'hui, enfant de toujours*. Paris: Armand Colin.
- Gachet Negro, C. (2010). *Bientraitance et droits de l'enfant* [Présentation Powerpoint]. Institut universitaire Kurt Bösch, Bramois, Suisse.
- Gartrell, N., & Bos, H. (2010). US national longitudinal lesbian family study : Psychological adjustment of 17-year old adolescents. *Pediatrics*, 126.

- Gold, M. A., Perrin, E. C., Futterman, D., & Friedman, S. B. (1994). Children of gay or lesbian parents. *Pediatrics in Review*, 15(9), 354-358.
- Golombok, S., Perry, B., Burston, A., Murray, C., Mooney-Somers, J., & Stevens, M. (2003). Children with lesbian parents : A community study. *Developmental Psychology*, 39(1), 20-33.
- Golombok, S., & Tasker, F. (1996). Do parents influence the sexual orientation of their children ? Findings from a longitudinal study of lesbian families. *Developmental Psychology*, 32(1), 3-11.
- Gross, M. (2003). *L'homoparentalité*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Gross, M., Guillemarre, S., Guy, E., Mathieu, L., Mécary, C., & Nadaud, S. (2005). *Homosexualité, mariage et filiation : Pour en finir avec les discriminations*. Paris: Syllepse.
- Gross, M. (2009). *Les grands-parents dans les familles homoparentales : Entre lien biologique et lien social*. Récupéré le 7 janvier 2011 de http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/42/91/64/PDF/PSF97-1-MGross_.pdf
- Hanson, K. (2009). *Les principes généraux de la Convention relative aux droits de l'enfant – Enfants et droits humains* [Présentation Powerpoint]. Institut universitaire Kurt Bösch, Bramois, Suisse.
- Herek, G. M. (1997-2009). *Paul Cameron bio and fact sheet*. Récupéré le 8 décembre 2010 de http://psychology.ucdavis.edu/rainbow/html/facts_cameron_sheet.html
- Heterhomo (s.d.). *Les associations LGBT suisses ouvrent le débat sur l'homoparentalité*. Récupéré le 7 janvier 2011 de <http://www.heterhomo.org/Suisse>
- Jaffé, Ph. D. (2009). *L'enfant sous l'angle sociodémographique* [Présentation Powerpoint]. Institut universitaire Kurt Bösch, Bramois, Suisse.
- Kaim, S. (2006). *Nous, enfants d'homos : Homoparentalité, une génération témoigne*. Paris: La Martinière.
- Leroy-Forgeot, F. (1999). *Les enfants du PACS : Réalités de l'homoparentalité*. Paris: L'Atelier de l'Archer.
- L'Express (2010). *Homoparentalité : des droits reconnus à la « mère sociale »*. Récupéré le 8 décembre 2010 de http://www.lexpress.fr/actualite/societe/famille/homoparentalite-des-droits-reconnus-a-la-mere-sociale_932443.html
- L'illustré (2010). *Je suis une mère hors la loi*. Récupéré le 10 janvier 2011 de http://www.illustre.ch/couples-homosexuels-gays-parents-enfants-adoption_46084_.html
- *Loi fédérale sur la procréation médicalement assistée* (1998). Etat au 13 juin 2006 [RS 810.11].
- Mariage homosexuel (s.d.). *Wikipedia*. Récupéré le 5 novembre 2010 de http://fr.wikipedia.org/wiki/Mariage_homosexuel

- Marilleau, M., & Vacher, J. (s.d.). *L'homoparentalité*. Récupéré le 17 novembre 2010 de <http://www.unilim.fr/sceduc/IMG/pdf/homoparentalite.pdf>
- Ossom, P., & Roulet, I. (2008). *Homo parents ou parents homos ?* Mémoire de haute école de travail social non publié, Institut d'Etudes Sociales, Genève, Suisse.
- Patterson, C. J. (2009, November). Children of lesbian and gay parents : Psychology, law, and policy. *American Psychologist*, 727-736.
- Perrin, E.C., & the Committee on Psychosocial Aspects of Child and Family Health (2002). Technical report : Coparent or second-parent adoption by same-sex parents. *Pediatrics*, 109(2), 341-344.
- Punch, S. (2002, August). Research with children : the same or different from research with adults ? *Childhood*, 9(3), 321-341.
- Robert-Tissot, C. (2009). *Les troubles de la relation et de l'attachement* [Présentation Powerpoint]. Institut universitaire Kurt Bösch, Bramois, Suisse.
- Schäfer, M. (2009). *Les fiançailles et le mariage* [Présentation Powerpoint]. Institut universitaire Kurt Bösch, Bramois, Suisse.
- Schumm, W. R. (2010). Children of homosexuals more apt to be homosexuals ? A reply to Morrison and to Cameron based on an examination of multiple sources of data. *Journal of Biosocial Science*, 42, 721-742.
- Stacey, J., & Biblarz, T. J. (2001). (How) Does the sexual orientation of parents matter ? *American Sociological Review*, 66(2), 159-183.
- Tasker, F., & Bigner, J. J. (2007). *Gay and lesbian parenting : New directions*. Binghamton, NY: Haworth.
- Temps présent (2006). *Papa est homo, maman aussi !* Récupéré le 26 octobre 2010 de <http://www.tsr.ch/emissions/temps-present/famille-jeunesse/1314293-papa-est-homo-maman-aussi.html>
- Théry, I. (1998). *Couple, filiation et parenté aujourd'hui : Le droit face aux mutations de la famille et de la vie privée*. Paris: Odile Jacob.
- Vanfraussen, K., Ponjaert-Kristoffersen, I., & Brewaeys, A. (2003). Family functioning in lesbian families created by donor insemination. *American Journal of Orthopsychiatry*, 73(1), 78-90.
- Widmer, E. (2009). *Les interactions familiales et l'enfant* [Présentation Powerpoint]. Institut universitaire Kurt Bösch, Bramois, Suisse.

Annexe 1

Pétition «Mêmes chances pour toutes les familles»

Au Conseil fédéral et à l'Assemblée fédérale les signataires de cette pétition demandent

- les mêmes droits pour les couples de même sexe et les couples mariés en matière de parentalité et d'adoption
- un même cadre légal pour protéger tous les enfants, qu'ils soient élevés par des couples partenariés ou par des couples mariés
- une modification du droit d'adoption, qui prenne en considération l'intérêt et le bien-être de l'enfant et non pas l'état civil et l'orientation sexuelle des personnes et des couples désireux d'adopter.

Arguments

L'interdiction d'adopter, même l'enfant du partenaire, qui frappe les personnes liées par un partenariat enregistré (selon la Loi sur le partenariat enregistré, article 28), porte préjudice à l'enfant.

- La loi exclut la possibilité d'adopter l'enfant de son ou sa partenaire, alors même qu'un rapport de parentalité existe de fait entre l'enfant et le parent non biologique.
- La loi sur le partenariat enregistré met les personnes homo- et bisexuelles dans une situation absurde : elles peuvent adopter en tant que célibataires alors que ce droit à l'adoption leur est refusé lorsqu'elles se partenaient.

Pour les couples de même sexe, cette exclusion catégorique de l'adoption est une discrimination. La Cour européenne des droits humains a clairement établi que l'homosexualité ne doit pas être un motif pour refuser l'adoption.

Résumé

Pour les raisons susmentionnées, les signataires de cette pétition demandent au Conseil fédéral et au Parlement :

- de donner à tous les adultes, indépendamment de leur orientation sexuelle et de leur état civil, les mêmes droits à la parentalité dans l'intérêt de l'enfant
- et de garantir les mêmes droits pour tous les enfants, indépendamment de l'orientation sexuelle de leurs parents.

A renvoyer à l'adresse suivante : Comité toutes les familles, case postale 7512, 3001 Berne
Compte postal : Pétition touteslesfamilles.ch, CCP 60-455120-6, www.touteslesfamilles.ch
info@touteslesfamilles.ch

Annexe 2

Guide d'entretien

Présentation : moi + projet.

Précision : aucune réponse juste ou fausse.

Si la question n'est pas claire, dis-moi et si tu ne veux pas y répondre également.

1. Conception et situation familiale
2. Relation avec tes parents
 - a. Noms donnés à l'un et à l'autre ?
 - b. Considération de l'un et de l'autre comme égal ?
 - c. Fonctions de mère/père ? Travail ? Tâches quotidiennes ? Irais-tu plus vers un de tes deux parents si tu as des problèmes ?
 - d. Manque d'un représentant d'un des sexes ?
 - e. Quelqu'un tient-il ce rôle auprès de toi ?
 - f. Communication à la maison sur la structure familiale ?
 - g. Quand t'es-tu rendu compte de la différence ?
3. Relation avec la famille agrandie (grands-parents, oncles, tantes, etc.) ?
4. Tes parents sont-ils impliqués dans les associations gayes ? Sentiments / Position par rapport à la communauté gaye ?
5. Développement
 - a. Scolaire
 - b. Relation avec les pairs : Tu le dis ou tu le caches ? Leur réaction ? Ils viennent à la maison ?
 - c. Moqueries
 - d. Réaction à l'homophobie
 - e. Relation aux professeurs

6. Avis sur les autres configurations de familles homoparentales
 - a. Adoption
 - b. IAD (donneur inconnu)
 - c. IA (donneur connu)
 - d. Mère porteuse
 - e. Coparentalité
 - f. Séparation d'une relation précédente hétérosexuelle
7. Intérêt supérieur de l'enfant ? Le plus important dans une famille ?
 - a. Points positifs / négatifs de vivre dans une famille homoparentale ?
8. Connais-tu la loi pour les familles homoparentales ?
 - a. Si oui qu'en penses-tu ?
 - b. Si non, explication.
9. Approche de ta sexualité (selon l'âge)
 - a. Es-tu déjà tombé amoureux ? D'un garçon ou d'une fille ?
Ou : As-tu déjà eu des relations homosexuelles ?
 - b. Tu penses que tu pourrais tomber amoureux de quelqu'un du même sexe que toi ?
Ou : Réflexion sur le fait d'être gay soi-même ?
10. Connais-tu d'autres enfants de familles homoparentales ?
 - a. Si oui, comment les as-tu connus ? De quoi parlez-vous le plus ? Est-ce que ça t'aide ?
 - b. Si non, qu'aimerais-tu partager avec lui ?
11. Souhaites-tu ajouter quelque chose ?
12. Y a-t-il quelque chose que tu as dit que tu ne veux pas que j'écrive dans mon travail ?

Remerciements !

Annexe 3



Formulaire de consentement libre et éclairé

Je certifie avoir donné mon accord pour participer à une étude faite dans le cadre du master en droits de l'enfant intitulée « Enfants de familles homoparentales ». J'accepte volontairement de participer à cette étude et je comprends que ma participation n'est pas obligatoire et que je peux stopper ma participation à tout moment sans avoir à me justifier ni encourir aucune responsabilité. Mon consentement ne décharge pas l'organisatrice de la recherche de ses responsabilités et je conserve tous mes droits garantis par la loi.

Au cours de cette expérience, j'accepte que soit recueilli mon témoignage. Je comprends que les informations recueillies sont strictement confidentielles et à usage exclusif de l'investigatrice concernée.

J'ai été informé que mon identité n'apparaîtra dans aucun rapport ou publication et que toute information me concernant sera traitée de façon confidentielle.

Date :

Nom du volontaire :

Signature du volontaire :

Nom de l'expérimentateur:

Signature de l'expérimentateur :

Formulaire de consentement libre et éclairé

Je certifie avoir donné mon accord pour que mon enfant participe à une étude faite dans le cadre du master en droits de l'enfant intitulée « Enfants de familles homoparentales ». Mon enfant accepte volontairement de participer à cette étude et je comprends que sa participation n'est pas obligatoire et qu'il peut stopper sa participation à tout moment sans avoir à se justifier ni encourir aucune responsabilité. Mon consentement ne décharge pas l'organisatrice de la recherche de ses responsabilités et mon enfant conserve tous ses droits garantis par la loi.

Au cours de cette expérience, j'accepte que soit recueilli le témoignage de mon enfant. Je comprends que les informations recueillies sont strictement confidentielles et à usage exclusif de l'investigatrice concernée.

J'ai été informé que son identité n'apparaîtra dans aucun rapport ou publication et que toute information le concernant sera traitée de façon confidentielle.

Date :

Nom du volontaire :

Signature du volontaire :

Nom de l'expérimentateur:

Signature de l'expérimentateur :